

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

DEMANDE DU TRANSPORTEUR DE MODIFICATION DES
TARIFS ET CONDITIONS DES SERVICES DE TRANSPORT
POUR L'ANNÉE 2019 - VOLETS TAUX DE PERTES ET DE
MÉCANISME DE RÉGLEMENTATION INCITATIVE (MRI)

DOSSIER : R-4058-2018

RÉGISSEURS : Me LISE DUQUETTE, présidente
Me MARC TURGEON et
M. FRANÇOIS ÉMOND

AUDIENCE DU 16 JANVIER 2019

VOLUME 8

RIOPEL GAGNON LAROSE & ASSOCIÉS
NEESONS REPORTING
Sténographes officiels

COMPARUTIONS

Me ANNIE GARIÉPY et
Me JEAN-FRANÇOIS OUIMETTE
avocats de la Régie

DEMANDERESSE :

Me YVES FRÉCHETTE
avocat d'Hydro-Québec Transport (HQT)

INTERVENANTS :

Me STEVE CADRIN
avocat de l'Association hôtellerie Québec et
l'Association des restaurateurs du Québec (AHQ-
ARQ);

Me GUY SARAULT et
Me PIERRE PELLETIER
avocats de l'Association québécoise des
consommateurs industriels d'électricité et du
Conseil de l'industrie forestière du Québec (AQCIE-
CIFQ);

Me NICOLAS DUBÉ et
Me PAULE HAMELIN
avocats de l'Énergie Brookfield Marketing (EBM);

Me ANDRÉ TURMEL
avocats de la Fédération canadienne de l'entreprise
indépendante (Section Québec) (FCEI);

Me ÉRIC OLIVER
avocat d'Option consommateurs (OC);

Me DOMINIQUE NEUMAN
avocat de Stratégies énergétiques et de
l'Association québécoise de lutte contre la
pollution atmosphérique (SÉ-AQLPA);

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
LISTE DES ENGAGEMENTS	4
LISTE DES PIÈCES	5
PRÉLIMINAIRES	6
PREUVE DE HQT - Panel 5 - Propositions relatives au mécanisme de réglementation incitative (MRI)	
LUC DUBÉ	
WAHIBA SALHI	
BARBARA LAGACÉ	
INTERROGÉS PAR Me YVES FRÉCHETTE	14
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me GUY SARAULT	69
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me PAULE HAMELIN :	85
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me ANDRÉ TURMEL	117
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me ÉRIC OLIVER	143
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me DOMINIQUE NEUMAN	147

LISTE DES ENGAGEMENTS

PAGE

E-8 (HQT) :	Fournir la décision de Ofgem de 2012 ou fournir la référence avec un lien permettant d'y avoir accès (demandé par EBM)	95
-------------	---	----

LISTE DES PIÈCES

	<u>PAGE</u>	
B-0200 :	(HQT) Document intitulé Establishment of a Mécanisme de réglementation incitative (MRI) for Hydro-Québec TransÉnergie, Phase III (HQT-14, Document 6)	10
B-0201 :	(HQT) Présentation du panel 5 sur le volet MRI (HQT-14, Document 7)	11

1 L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF (2019), ce seizième (16e)
2 jour du mois de janvier :

3

4 PRÉLIMINAIRES

5

6 LA GREFFIÈRE :

7 Protocole d'ouverture. Audience du seize (16)
8 janvier deux mille dix-neuf (2019), dossier R-4058-
9 2018. Demande du Transporteur de modification des
10 tarifs et conditions des services de transport pour
11 l'année 2019 - Volets taux de pertes et mécanisme
12 de réglementation incitative. Poursuite de
13 l'audience.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Alors, rebonjour tout le monde. Avant de commencer
16 la portion MRI, j'ai une petite note à faire sur la
17 portion - Taux de pertes. Maître Fréchette, hier
18 j'étais peut-être trop obnubilée par mon
19 calendrier. Concernant l'engagement numéro 6 et
20 l'outil réglementaire, que ce soit un compte
21 d'écart ou autre là, évidemment, le taux de pertes
22 sert à la détermination du taux unitaire, hein!

23 Il faudrait voir les modalités parce que ce
24 qu'on peut faire évidemment, c'est pas tout
25 simplement un compte d'écart où on compare le

1 projeté avec le réel, puis il faut voir les
2 incidences que ça peut faire. On peut ne pas
3 changer de taux unitaire puis juste calculer ce que
4 l'écart aurait donné, mais il faut voir les
5 modalités, comment qu'on le traiterait.

6 Alors, ça, il faudrait l'avoir avant la
7 plaidoirie. Alors, parce que ça peut faire partie
8 du royaume des fausses bonnes idées, là, cet outil
9 réglementaire là, c'était une solution, mais qui
10 n'était pas optimale, alors on voudrait avoir votre
11 avis là-dessus.

12 Évidemment, c'est quand on essaie d'en
13 faire, de voir le côté pratique de la chose qu'on
14 se frappe des fois à ce royaume des fausses bonnes
15 idées, là. Alors, c'est ce qu'on voudrait voir dans
16 l'engagement. Si jamais vous étiez pour cet outil
17 réglementaire-là, comment qu'on l'appliquerait.
18 Alors, voilà! Ça, c'est le premier point. Alors...

19 Me YVES FRÉCHETTE :

20 C'est noté, on vous fera part de nos réflexions.
21 Comme on vous disait hier, on va approfondir le
22 sujet.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Merci. Le deuxième point, c'est le calendrier,
25 juste pour faire des remarques, on commence

1 aujourd'hui la...

2 Me YVES FRÉCHETTE :

3 De façon générale ou...

4 LA PRÉSIDENTE :

5 De façon générale, le calendrier...

6 Me YVES FRÉCHETTE :

7 Non, c'est bien.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Non, je vous ai nommé parce que le taux de pertes,
10 évidemment, c'est votre engagement, là. Je
11 comprends que vous avez noté puis qu'on va pouvoir
12 avoir les modalités avant la plaidoirie si vous
13 nous proposiez un outil comme un outil
14 réglementaire de ce type.

15 On commence la portion MRI aujourd'hui.
16 Suite aux discussions d'hier, l'AHQ-ARQ nous a
17 mentionné qu'ils étaient disponibles le lundi vingt
18 et un (21) janvier. Alors, juste pour vous
19 indiquer, le vendredi dix-huit (18) janvier, l'AHQ-
20 ARQ devait passer avant EBM et des... Oui, on va
21 inverser EBM et AHQ-ARQ parce que si, comme ça peut
22 arriver quelquefois que la preuve, on prend un
23 petit peu plus de temps que prévu avec le panel du
24 Transporteur puis que ça devait glisser, bien
25 évidemment, ça va être l'AHQ-ARQ qui glisserait au

1 lundi.

2 Ceci dit, le panel de l'AHQ-ARQ passerait
3 après monsieur Lowry, donc vous seriez dans la
4 seconde portion de la journée, là, parce qu'on veut
5 être sûr que monsieur Lowry passe lundi matin. Ça
6 va? Alors, vous prendriez la place du panel
7 francophone de l'AQCIE si ça devait glisser. Et je
8 pense que c'est là où nous étions rendus avec les
9 modifications au calendrier.

10 Et puis je vous rappelle, nous avons un
11 service d'interprétation, nous parlons lentement,
12 s'il vous plaît, je vais me le rappeler moi-même,
13 et particulièrement lorsque l'on fait de la
14 lecture. Alors, on a tendance à accélérer le
15 rythme. Alors, on va se rappeler de parler plus
16 lentement pour laisser les services d'intervention
17 faire leur travail. Alors, je vous remercie
18 beaucoup. Là-dessus, Maître Fréchette, c'est à
19 vous.

20
21 PREUVE DE HQT - Panel 5 - Propositions relatives au
22 mécanisme de réglementation incitative (MRI)

23

24 Me YVES FRÉCHETTE :

25 Alors, Yves Fréchette pour Hydro-

1 Québec TransÉnergie. Bonjour à tous. Bonjour,
2 évidemment, et mes salutations sont également celles
3 de tous mes collègues de TransÉnergie qui
4 m'accompagnent, évidemment pour l'équipe Régie et pour
5 mes collègues.

6 Évidemment, comme il n'y avait aucun
7 moyen préliminaire d'annoncé, les témoins sont déjà
8 installés, sont déjà prêts pour le début de
9 l'audience. J'ai transmis à madame la Greffière deux
10 présentations sous format papier dont l'une est
11 projetée à l'écran. Alors, c'est celle qui provient de
12 la firme Concentric qui est la pièce HQT-14, Document
13 6 qui aura la cote B...

14 LA GREFFIÈRE :

15 B-200.

16 Me YVES FRÉCHETTE :

17 B-200. Alors, en voilà une.

18

19 B-0200 : (HQT) Document intitulé Establishment
20 of a Mécanisme de réglementation
21 incitative (MRI) for Hydro-Québec
22 TransÉnergie, Phase III (HQT-14,
23 Document 6)

24

25 Et la seconde qui est la présentation d'Hydro-Québec

1 TransÉnergie cette fois-ci qui porte la cote,
2 pardonnez-moi, HQT-14, Document 7, et je présume que
3 ce sera, Madame la greffière, 201...

4 LA GREFFIÈRE :

5 Oui.

6 Me YVES FRÉCHETTE :

7 ... et B.

8

9 B-0201 : (HQT) Présentation du panel 5 sur le
10 volet MRI (HQT-14, Document 7)

11

12 LA GREFFIÈRE :

13 C'est ça.

14 Me YVES FRÉCHETTE :

15 Voilà! Alors, ces documents-là ont été
16 transmis à tous mes collègues. Ainsi, tout le monde en
17 a donc sa copie. Je vous souligne que les témoins, je
18 ne ferai pas... c'est tous des témoins que vous
19 connaissez et dont vous avez déjà eu la présence ici,
20 alors je ne ferai pas les présentations que je vous
21 fais usuellement, mais des curriculum vitae des
22 témoins ont tous été déposés à ce jour.

23 Je vous rappelle également la lettre
24 du quatre (4) janvier, pas du quatre (4) janvier, mais
25 du vingt (20) décembre, dans laquelle nous demandions

1 la reconnaissance du statut d'expert pour monsieur
2 Coyne et monsieur Yardley qui était comme suit,
3 alors :

4 Le Transporteur demande à ce que
5 messieurs Coyne et Yardley soient
6 reconnus à titre d'expert en
7 réglementation incitative « incentive
8 regulation ».

9 C'est ce que vous avez donc dans la lettre du vingt
10 (20) décembre. Je n'ai pas eu connaissance qu'il y ait
11 eu de contestation de la part de mes collègues à cet
12 égard-là ou des intervenants. Alors, je vous prierais
13 donc d'acquiescer à cette demande pour la
14 détermination du statut d'expert, la reconnaissance du
15 statut d'expert de messieurs Coyne et Yardley.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 La Régie va reconnaître comme expert
18 monsieur Coyne et monsieur Yardley tel que vous l'avez
19 défini dans votre lettre.

20 Me YVES FRÉCHETTE :

21 C'est bien. Je vous remercie.

22 Maintenant, alors ces formalités accomplies, nous
23 procéderons peut-être à l'assermentation et l'adoption
24 de la preuve et ensuite, on pourra aller de l'avant.

25

1 LA GREFFIÈRE :

2 Très bien.

3 Me YVES FRÉCHETTE :

4 C'est bien. Merci.

5

6 L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF (201), ce seizième (16e)
7 jour du mois de janvier, ONT COMPARU :

8

9 ROBERT C. YARDLEY, senior vice-president of
10 Concentric Energy Advisors, having business
11 operations at 293, Boston Post Road West, Suite
12 500, Marlborough, Massachusetts 01752, USA;

13

14 JAMES M. COYNE, senior vice-president at Concentric
15 Energy Advisors, having business operations at 293,
16 Boston Post Road West, Suite 500, Marlborough,
17 Massachusetts 01752, USA;

18

19 LUC DUBÉ, directeur adjoint - Cadre financier
20 réglementaire, ayant une place d'affaires au 75,
21 boul. René-Lévesque, 13ième étage, Montréal
22 (Québec);

23

24 WAHIBA SALHI, cheffe - Affaires réglementaires et
25 tarifaires, ayant une place d'affaires au Complexe

1 Desjardins, Tour Est, 19ième étage, Montréal
2 (Québec);

3

4 BARBARA LAGACÉ, contrôleure - Division Hydro-Québec
5 TransÉnergie, ayant une place d'affaires au
6 Complexe Desjardins, Tour Est, 12ième étage,
7 Montréal (Québec);

8

9 LESQUELS, après avoir fait une affirmation
10 solennelle, déposent et disent :

11

12 INTERROGÉS PAR Me YVES FRÉCHETTE :

13

14 Q. Alors, rapidement, si vous me
15 permettez, l'adoption de la preuve, cette formalité.
16 Je vais débiter avec vous, Madame Lagacé. Alors, le
17 sujet, madame Lagacé vous entretiendra
18 particulièrement du sujet des caractéristiques du MRI
19 du Transporteur.

19

20 Alors, Madame Lagacé, la pièce HQT-4,
21 Document 1, concernant les facteurs Z génériques,
22 section 3.2.3, HQT-4, Document 2, sauf la section 10
23 qui concerne la liaison, qui sera traitée dans le
24 prochain panel.

24

25 Donc, Madame Lagacé, ces pièces ainsi
que les réponses aux demandes de renseignements qui y

1 sont correspondantes ont été préparées sous votre
2 contrôle et vous les adoptez comme étant votre
3 témoignage?

4 Mme BARBARA LAGACÉ :

5 R. Je les adopte.

6 Me YVES FRÉCHETTE :

7 Q. C'est bien. Alors, toujours avec
8 les dames. Alors, madame Salhi maintenant. Alors,
9 madame Salhi qui évidemment s'exprimera principalement
10 sur les caractéristiques du MRI, mais ses aspects
11 réglementaires et tarifaires d'un point de vue
12 transport. Alors, Madame Salhi, la nomenclature des
13 pièces que je viens de faire à madame Lagacé, ainsi
14 que les réponses aux demandes de renseignements ont
15 été préparés sous votre contrôle et vous les adoptez
16 comme étant votre témoignage?

17 Mme WAHIBA SALHI :

18 R. Je les adopte.

19 Q. C'est bien. Alors, monsieur Dubé
20 maintenant. Monsieur Dubé, lui, évidemment s'exprimera
21 au pour le compte de TransÉnergie, encore une fois,
22 sur les sujets qui concernent les caractéristiques du
23 MRI, facteur Z et caetera. Alors, Monsieur Dubé, les
24 pièces HQT-4, Document 1, HQT-4, Document 2, sauf les
25 aspects de liaison là, comme je vous exprimais, ces

1 pièces, ainsi que les réponses aux demandes de
2 renseignements ont élaboré sous votre contrôle et vous
3 les adoptez comme étant votre témoignage?

4 M. LUC DUBÉ :

5 R. Oui.

6 Q. C'est bien. Alors, monsieur Coyne
7 maintenant, your expert -- oh, you can try to, I'll
8 try my bad English this morning. You'll see -- just
9 to see if there's not too much rust. Your expert
10 report was dated July 27, 2018, was the file in this
11 file, and also some responses that were made in
12 connection with this report. All of these were
13 prepared under your supervision and you adopt it as
14 your testimony in this file?

15 Mr. JAMES M. COYNE: I do, yes. And
16 there was a previous file submitted as well where we
17 provided research in April --

18 Me YVES FRÉCHETTE: Yeah. Right.

19 Mr. JAMES M. COYNE:

20 That I would --

21 Me YVES FRÉCHETTE:

22 Also.

23 Mr. JAMES M. COYNE:

24 -- Also consider part of our evidence.

25

1 Me YVES FRÉCHETTE:

2 Thank you. So, Mr. Yardley, on this --
3 the same documents, the same amount -- the same
4 description of documents that I'd just given to Mr.
5 Coyne, these documents were prepared under your
6 supervision and you adopt it as your testimony in this file?

7 Mr. ROBERT C. YARDLEY:

8 Yes.

9 Me YVES FRÉCHETTE:

10 Thank you. Ces formalités étant
11 accomplies, alors les témoins ont des présentations à
12 vous offrir. Les gens de Concentric débiteront pour,
13 par la suite, nous enchaînerons avec monsieur Dubé et
14 son équipe pour la présentation de Hydro-Québec
15 TransÉnergie. Alors, la parole est à vous.

16 Mr. JAMES M. COYNE: Bonjour. Good
17 morning. Madam Chair, Commissioners, Régie staff, and
18 stakeholders. We're pleased to be back here with you
19 again. Together with my colleague, Bob Yardley, I'd
20 like to summarize the evidence we've presented in this
21 phrase of the proceeding, and -- and I'd also like to
22 highlight our responses to the evidence presented by
23 intervening witnesses for you. We'll be addressing
24 the three primary areas of research. Mr. Yardley, if
25 we could go to the next slide; we'll team together on

1 this. So we'll be addressing the three primary areas
2 of research, analysis, and recommendations that we
3 have provided, and they include the X-factor, the Off-
4 Ramp Mechanism, and the Parametric Formula for
5 Capital.

6 In Phase I, as you will recall, we
7 recommended the informed judgment approach to
8 determination of an X-factor for HQD and for HQT and
9 this first-generation MRI, which you adopted. I must
10 say that the controversies that have arisen in this
11 proceeding concerning the methodologies and the
12 studies used to measure utility productivity have only
13 reinforced that opinion. As illustrated in our
14 research, the application of performance-based
15 regulation to transmission companies is not as common
16 as it is for distributors, so the body of evidence
17 available for productivity studies for transmission
18 companies are far fewer. Studies that isolate
19 operating expenses for transmission companies are even
20 fewer still. But we believe that we have provided the
21 Régie with a sufficient evidentiary record to inform
22 the Régie's judgment in determining an appropriate set
23 of MRI parameters, including the X-factor for HQT.

24 We feel it's important to recognize the
25 differences in methodologies, peer groups, and

1 jurisdictions that form the basis of these studies, to
2 recognize their controversies, and, in using the
3 Régie's informed judgment, set an X-factor that is
4 reasonable, it's fair, and provides appropriate
5 incentives for HQT to operate efficiently while
6 maintaining a reliable system.

7 We have relied on two primary sources
8 of research and analysis in reaching our
9 recommendation on the X-factor for HQT. The first is
10 the so-called Kahn Method, where we example HQT's
11 actual experience with the operating costs covered
12 under this MRI. The benefit of the Kahn Method is
13 that we track the actual cost covered under the MRI
14 for HQT so there's no controversy surrounding the peer
15 group or appropriateness of the covered costs under
16 the study. The limitation of the Kahn Method is that
17 it covers only the subject company and it provides no
18 independent verification of whether the efficiency
19 trend is reasonable from an industry perspective.

20 The second method is to research
21 studies conducted in other jurisdictions. Because, as
22 I mentioned, these studies for transmission companies
23 are less common, we expanded the scope of our research
24 to include regulatory frameworks and, in some cases,
25 productivity studies used by regulators

1 internationally in -- in establishing rates for
2 transmission companies. These included Europe
3 generally, the UK, Australia, New Zealand, Norway, the
4 U.S., and ultimately Canada. The benefit of this
5 approach is that it provides a specific picture of
6 transmission productivity and, in some cases, isolated
7 to the operating expenses for comparison to HQT's
8 experience. The limitation of this approach is that
9 the peer groups and the methodologies vary, but that's
10 the case even when studies are presented in the same
11 jurisdiction, so that's a familiar problem with these
12 studies in general.

13 In reaching our recommended X-factor,
14 we placed primary reliance on HQT's actual operating
15 history for the costs covered specific under this MRI.
16 This should provide the Régie, the stakeholders, and
17 the company with maximum confidence that the
18 productivity trend is appropriate for this company, in
19 this jurisdiction, with this cost profile. But to
20 provide confidence that the trend is reasonable from
21 an industry perspective, we support our recommendation
22 with two international studies specific to a broad
23 number of transmission companies and specific to
24 operating costs, and that -- that's Australia where
25 seven companies are covered under the study and the

1 U.S. where 48 companies are cover. And that study
2 became available after we filed our initial evidence.

3 The result is an X-factor of minus 0.6
4 percent and with a stretch factor of 0.0 percent,
5 leads to a net X-factor of minus 0.6 percent.

6 Expressed in plain terms, this indicates that HQT's
7 operating expenses can be expected to increase at a
8 rate that is 0.6 percent greater than the inflation
9 rate. Let me explain how we got there.

10 Let me first turn to our Kahn Method
11 methodology analysis for HQT. Using the company's
12 data and the Régie's recommended two -- two-factor
13 inflation measure, we estimated the implied X-factor
14 for HQT over a 10-year period. We used the identical
15 expense items as the cost covered under the MRI
16 formula and made adjustments for expenses that would
17 have been Y- or Z-factored to create the most accurate
18 retrospective "X" possible using this method.

19 The data reveal an average X-factor of
20 0.57 percent over a 10-year period. And that's the
21 red dotted line on the chart, just to orient you. So
22 each year represents the calculated X-factor over this
23 period, and that red dotted line represents the 10-
24 year average. We also compute an average of minus
25 0.64 percent over the -- over the most recent five-

1 year period, and that's the solid green line you can
2 see on the chart. It's clear from looking at this
3 data that 2012 is a clear demarcation year for the
4 shift in this trend and consistent with the Régie's
5 adoption of 2012 as a base year for measuring HQT's
6 efficiency gains.

7 There are several reasons why the
8 company experienced a shift in the operating cost
9 trend over the past five years. First, adoption of
10 its asset management program which extends the useful
11 lives of its aging assets, and these expenditures are
12 linked to condition assessments of the assets and not
13 linked to inflation. Two, implementing and
14 maintaining version five of NERC's critical
15 infrastructure standards which significantly expanded
16 the scope of covered facilities. And thirdly, initial
17 work on a backup automation system and transmission
18 network -- network control system.

19 Overall, significant efficiencies that
20 were achieved in 2012 and '13 were followed by upward
21 pressure on maintenance expenses due to adoption and
22 refinement of the asset management model that
23 determines an optimal mix of maintenance and capital
24 expenditures that result in lower long-term costs
25 without diminishing reliability. The model results

1 indicate that HQT can and should increase maintenance
2 expenses in order to enable HQT to extend the asset
3 lives, maintain reliability, and ultimately lower
4 costs to its customers. Also in the chart, we note
5 the 10-year fitted trend line for HQT's "X", and
6 that's the dotted downward sloping blue line, and you
7 can see that that trend is clearly negative. For
8 these reasons, we place reliance on the past five-year
9 average represented by that green line which is a more
10 aggressive challenge in relationship to the trend line
11 over the entire period. Let me now turn to the
12 international experience.

13 As mentioned, we also researched
14 transmission productivity as applied internationally
15 and we identified several cases of interest, but some
16 are more relevant to HQT than others. We summarize
17 this research in our April report to the Régie and
18 supplemented it in our July report, as well as in
19 responses to the interrogatories. Of these, we found
20 the Australian work most useful. The Australian
21 energy regulator has commissioned studies of
22 transmission productivity over many years, and they've
23 had the benefit of seven transmission networks under
24 its jurisdiction, and they've also had significant
25 stakeholder involvement in these studies and their

1 application to multi-year rate plans.

2 Following the submission of our initial
3 evidence, a North American productivity study was
4 submitted in Ontario by Hydro One in support of its
5 first-generation, performance-based rate plan. This
6 is also useful and relevant to HQT. We also
7 identified studies and performance-based rate programs
8 for transmission companies in Europe generally, the
9 UK, Norway specifically, and in New Zealand, but none
10 of these other studies or regulatory examples provided
11 recent studies where operating expenditures for
12 multiple transmission companies were specifically
13 broken out to be relevant to the determination of
14 HQT's X-factor. So we report these other examples for
15 the Régie's information, but we give them no weight,
16 so I'll focus on the Australia and the U.S. study
17 submitted in Ontario. Let me turn to Australia.

18 I would note here that operating costs
19 for Australian transmission companies are exceeding
20 inflation, leading to negative X-factors for these
21 costs and consistent with Hydro Québec's transmission
22 experience. And the X-factor is more negative in the
23 past five years. And you can see the two red -- the
24 two numbers that are highlighted in red for the entire
25 2006-to-'16 period. The Opex partial productivity

1 factor, which is this -- which is what we use to
2 determine "X" for Opex, is minus 0.39 percent. And if
3 you take the most recent five-year period, that number
4 is more negative at minus 1.25 percent.

5 Since we filed our evidence, this study
6 was updated in November 2018, adding the 2017 data
7 year. 2017 represented a significant shift in
8 Australia for these costs. The Opex productivity
9 numbers are still negative, but they've improved to
10 minus 0.6 percent and 0.28 percent respectively for
11 the 2016-through-2017 period and 2012 through -- and
12 2012 through 2017. And let me go over those just
13 because they're not on the chart. So for the 2006-to-
14 2017 period, the number improved to minus 0.06
15 percent. And for the most recent period, 2012 through
16 '17, the number improved to minus 0.28 percent.

17 So what does it mean that these
18 Australian companies have a negative X-factor when
19 we're measuring productivity for operating
20 expenditures? Does it mean that they're inefficient
21 companies? No, this does not mean that these
22 companies are inefficient. It just means that these
23 costs are increasing faster than the very low
24 inflation levels that we've experienced in this time
25 frame, a subtle point. You might ask about the

1 distinction between the productivity factors
2 calculated with and without redundancy payments, which
3 is a term that we're not familiar with.

4 In evaluating the results of the study,
5 the authors also considered the impacts of redundancy
6 payments on both total factor productivity and Opex
7 productivity. What occurred in Australia is that
8 reform of electricity networks over the past several
9 years has been accompanied by increased level of
10 redundancy payments as NSPs have structured their
11 operations. Redundancy payments are basically
12 payments to -- payments to staff that are no longer
13 required by these companies. So they're paying them
14 while they're not working at the company so that they
15 receive some transitional period of benefit. We think
16 of those as layoff or transition payments in other
17 organizations.

18 So the authors thought it was proper to
19 -- to calculate Opex productivity with and without
20 these extra payments. And the numbers that we're
21 relying on, the ones are -- are the ones without these
22 payments because we do not see a parallel here in
23 Québec where we didn't have periods of significant
24 layoffs that require these redundancy payments. So
25 you can see if you included those redundancy payments

1 the numbers would be more negative at minus 0.64 and
2 minus 1.8, but we're using the numbers that excludes
3 them, just in case there's any confusion about that
4 issue. So the bottom line is that these studies for
5 Australia indicate negative productivity on the Opex
6 trend. Let me now turn to Ontario.

7 Since filing our initial evidence,
8 Concentric learned that Hydro One filed an expert
9 report with the OEB containing results of a North
10 American study, and we did not have a North American
11 transmission study prior to that time. Using a sample
12 of 48 U.S. transmission utilities, the consultant for
13 Hydro One PSE calculated the total factor productivity
14 trend of the industry from 2004 to 2016. And the 12-
15 year period showed an average annual decline and
16 industry-wide total factor productivity with an annual
17 growth rate of minus 1.71 percent. PSE also
18 calculated a partial productivity trend for operating
19 expenditures, making it particularly relevant for HQT.
20 And as seen above, the 2014-to-'16 trend is minus 0.84
21 percent, and the most 6 years is flat at exactly 0.0
22 percent. The study also reported individual results
23 for Hydro One, but these are not as reliable as the
24 broad-industry sample, and they're not really utilized
25 by the consultant in reaching its recommendation.

1 There has been evidence submitted in
2 these proceeding by PEG that I would also like to
3 address. As you know, PEG recommends an X-factor of
4 0.2 percent, plus a 0.2 percent stretch factor for an
5 X-factor of 0.4 percent. It's our view that PEG's
6 recommendation is not supported by the evidence or its
7 own arguments. Let me address them individually.

8 In reaching its conclusion, PEG makes
9 five primary arguments. The first is that the X-
10 factor in HQT's current parametric formula is two
11 percent. That might be an intuitive number. But the
12 fact is that two percent has not covered HQT's O&M
13 expenses over the past five years.

14 In fact, if you measure the
15 relationship between two percent and the actual
16 changes in the Opex that would be covered under the
17 MRI, there would be a shortage of a 121.4 million over
18 the 2014 through estimated 2018 rate-year period with
19 pension expenses. If you were to exclude pension
20 expenses as is proposed by the company, there would be
21 an \$82.2 million shortfall over that same period of
22 time. So two percent has not been sufficient to cover
23 HQT's operating expenses over this period of time.

24 The second argument PEG makes is that
25 Concentric's Khan analysis of HQT is 0.5 percent for

1 the full 10-year period and also argues that it's not
2 clear that the 5-year trend will continue. But as
3 we've just discussed, HQT's ability to realize Opex
4 efficiency has diminished since the structural actions
5 taken in 2012 and 2013 by the company. That's very
6 clear from the chart that I just showed you
7 illustrating the Khan X-factors. And the asset
8 management plan requires a continuation of recent
9 expense levels in order to continue to optimize
10 performance. So the 10-year trend is simply not a
11 reflection of where the company is today and where it
12 expects to be on a going-forward basis.

13 The third argument is that Hydro One's
14 Opex productivity recalled that the consultant
15 submitted a report for the industry, which is a
16 standard practice in estimating X-factors, but the
17 consultant also showed Hydro One's productivity
18 individually in the report it submitted to the OEB.
19 In doing so, Hydro One's Opex productivity has
20 averaged 1.07 percent over the study period. But I
21 believe that Dr. Lowry from PEG would recognize that
22 industry studies are typically used to support X-
23 factors, not productivity studies of one individual
24 company. So industry studies and prior HQT
25 experience, because it is the company that we're

1 targeting, are relevant. Prior experience for another
2 individual company is not relevant and would be a poor
3 substitute for an industry study which we can actually
4 rely on.

5 The fourth argument is that Ofgem and
6 the Australian Energy Regulator have assumed Opex
7 efficiencies of one percent and zero percent
8 respectively in some decisions that we've made. But,
9 as PEG acknowledges, no study of power transmission
10 productivity was relied upon to support Ofgem's
11 productivity targets. And in Australia, the case
12 cited by PEG involves the smallest and least
13 representative transmission company, and the
14 consultant notes that it doesn't reflect the industry
15 in Australia. TasNetworks is currently an outlier.
16 Back to the case of Ofgem, the one percent operating
17 efficiency factor cited by PEG is based on a 2012
18 decision based on data covering the 1970-through-2007
19 period. And as we know, these trends have shifted
20 significantly in the past decade and one cannot
21 consider UK data dating back nearly 50 years as
22 reliable for today's transmission operating involve
23 environment in Québec.

24 In the case of Australia, as I've
25 mentioned, the Opex efficiency trends measured by the

1 AERs were measured by the AERs' consultant and PEG in
2 citing to the single TasNetwork decision where the AER
3 assumed a zero percent efficiency trend. But before
4 placing any weight on that decision, it's important to
5 realize that TasNetworks is the smallest of the 7
6 Australian network operations, it's unlike any of the
7 other transmitters, it serves a small number of
8 customers in Tasmania - 287,000 customers, to be
9 precise - and it's the only company of the 7 covered
10 by the AER that exhibited positive Opex productivity
11 over the study period. The consultant notes in its
12 report that Tasmania's large fallen Opex over the
13 study period contrasts with the industry's increase of
14 11 percent over the same period. So it's not
15 representative of Australia and it's certainly not
16 representative of Québec; in other words, it's not a
17 comparator to HQT.

18 The final argument is PEG challenges
19 the methodologies used in the AER and Hydro One
20 studies that we do place weight on, or the validity of
21 the peer groups. But AER's work has significant
22 stakeholder input and years of development, and the
23 Hydro One study utilizes a U.S. transmission sample
24 recommended by PEG in Phase I. So these are credible
25 studies by experienced experts and are useful in

1 informing the Régie's judgment for HQT. In sum, we do
2 not believe that PEG has provided a sufficient
3 evidentiary basis for its recommended X-factor.

4 I know in your deliberations on HQT --
5 excuse me, on HQD, the Board considered whether or not
6 "X" can or should be negative, and that seemed to be
7 an issue of concern to the Board. And we would note
8 that although the Régie ultimately determine a
9 positive X-factor for HQD, the X-factor for HQT should
10 be set according to the best available evidence for
11 transmission companies and the specific costs covered
12 under HQT's MRI program, including HQT's long-term
13 optimization strategy.

14 A negative X-factor is indicated by
15 both the Khan Method for HQT and the industry
16 research. A negative X-factor does not weaken
17 incentives or reflect inefficient operations. And
18 this negative X-factor appropriately indicates that
19 some costs for transmission companies, including HQT,
20 exceed inflation. The Régie's 2-factor inflation
21 index for HQT has averaged – and this is important to
22 note – has averaged less than 2 percent for the
23 previous 10 years and has been lower still for the
24 previous 5 years. So HQT's cost pressures are
25 documented and will continue against this very low

1 inflation rate.

2 You might ask why does the level of
3 inflation matter relative to the level of "X". In
4 this case, "X" is absolute. It's not expressed as a
5 percentage of inflation. It's -- it's percent -- it's
6 "X" plus, or it's "X" plus inflation or minus. So "X"
7 is absolute as -- as opposed to a percentage of
8 inflation. And as a result of that, with these very
9 low inflation levels, compared to what we've
10 experienced in the past, a small "X" -- what could
11 seem to be a small X-factor is -- is relatively larger
12 in relationship to these very low sub-two percent
13 inflation levels.

14 All the available evidence shows a
15 trend of zero-to-negative productivity for the utility
16 industry, including those isolating operating
17 expenditures with a notable exception of studies
18 prepared by Dr. Lowry. And a recent Massachusetts
19 decision explains this well, the whole phenomenon
20 around whether or not an X-factor can be negative.
21 And the Commission, citing from the Attorney General
22 intervening in that proceeding, cites -- explains (as
23 read):

24 "...[t]he [AG] notes that no other
25 jurisdiction in North America has

1 approved a negative X-factor to
2 date...[That seemed to be a threshold
3 for discussion there as well. But the
4 Commission found] this fact, however,
5 does not preclude the possibility of an
6 X-factor that is negative. In fact,
7 other jurisdiction have acknowledged
8 that an X-factor may be positive or
9 negative. Whether an X-factor is
10 positive or negative is determined
11 solely by the relationship between
12 outputs and inputs in a given industry.
13 For these reasons, the Department
14 ultimately concluded the Department
15 cannot find that the proposed X-factor
16 is unreasonable merely because it's
17 negative or lower than any productivity
18 offset approved to day."

19
20 And I -- we believe that we're likely
21 to see other decisions that adopt negative X-factors.
22 In Massachusetts, in that case covering the electric
23 distribution industry, the expert recommended minus
24 2.64 percent based on its industry sample of U.S.
25 distributors. The Commission ultimately decided on

1 minus 1.56 percent after it decided to treat
2 separately funding for grid modernization, which is
3 treated outside the I-minus-X program. So the
4 adjustment from minus 2.64 to minus 1.56 was an
5 adjustment to take expenditures outside the formula
6 and put them under a grid modernization plan. Since
7 then, National Grid has filed its -- its PBR case in
8 Massachusetts and its expert is recommending an X-
9 factor of minus 1.72 percent.

10 The most recent case for Hydro One, as
11 I mentioned, for transmission productivity, that
12 expert has recommended a zero percent total factor
13 productivity even though its industry results are
14 minus 1.7 to 2.4 [sic] percent. The results of that
15 hearing are pending. I believe there's a technical
16 conference that's scheduled to occur this week. So,
17 again, all of the available evidence shows a trend of
18 zero to negative productivity for the utility industry
19 and that's also the case in the evidence that we've
20 found for transmission companies. Let me turn to
21 stretch factor.

22 Our recommendation includes an implicit
23 stretch factor in comparison to HQT's 10-year
24 trendline. As you recall, the 10-year trendline was
25 downward sloping. That 5-year average represents a

1 challenge in relationship to that 10-year trendline
2 and it's also greater than Australia's 5-year Opex
3 productivity trend. As a result of that, there is a
4 stretch factor built into our recommendation and it's
5 also consistent with the Régie's finding in HQT's
6 Phase III decision. The evidence here similarly
7 indicates a track record of efficiency and incentives
8 established under the prior parametric formula that
9 did not require a stretch factor for HQT's MRI.

10 In response to PEG's recommendation on
11 this issue, PEG recommends a 0.2 percent stretch
12 factor based on a belief that HQT is, and I quote,
13 "average-cost" performer and on a "survey" of electric
14 and gas distribution company -- and also based on a
15 "survey" of electric and gas distribution company
16 stretch factors.

17 We respond. Stretch factors should be
18 -- should represent the efficiency of the target
19 company relative to the industry, and that was
20 recognized by the Régie in its HQD Phase III decision.
21 And the evidence shows here that HQD [sic] is a far
22 better performer than the average-cost performer
23 versus its industry peers. So we would challenge the
24 notion that HQD -- HQT is an average-cost performer.
25 And we would also that PEG's survey containing a

1 mixture of electric and gas distribution company rate
2 programs dating back to 1994, and none of these are
3 for transmission companies, they are simply not
4 relevant to setting a stretch factor for HQT in this
5 proceeding. Let me wrap up on "X".

6 As I mentioned at the outset, the
7 Régie's goal is to set the most accurate X-factor for
8 HQT, and that's -- an X-factor that is either too high
9 or too low will disadvantage either HQT or customers
10 and potentially distort efficiencies that are -- that
11 are the overall goal of adopting an MRI approach.
12 Setting an appropriate X-factor is aligned with the
13 fundamental purpose of article 48.1. A judgment
14 approach as determined by the Régie in Phase I is
15 clearly appropriate and preserves the authority and
16 flexibility of the Régie to consider all relevant
17 facts, including particular HQT circumstances and
18 evidence of productivity results from industry
19 benchmarking and related studies.

20 Greater weight should be given to the
21 HQT circumstances at this point in time for two
22 reasons. It's clear that RQT's efficiency opportunity
23 over the next three years is being influenced by two
24 important factors: 1) a structural shift in Opex that
25 began in 2012 and continues to have a dominant

1 influence, and 2) the continuing refinement of HQT's
2 asset management model, which we know as the MGA.

3 The scarcity of transmission company
4 productivity examples from around the world,
5 particularly as compared to distribution companies, is
6 a factor which causes us to place greater weight on
7 the HQT evidence; although, we do place weight on the
8 Australian and the U.S. sample provided, and -- and
9 Ontario. Furthermore, with the increased reliance on
10 asset management models by electric utilities in
11 general there's no reason to expect that Opex trends
12 will be -- will be consistent. If anything, we can
13 expect that these tools will result in lower Opex
14 productivity estimates as companies replace older,
15 significantly depreciated infrastructure with modern
16 transmission infrastructure.

17 These and other industry trends,
18 including increased emphasis by regulators and
19 utilities on reliability and resilience and declining
20 or flat throughput, suggest that X-factors are
21 trending downward and into negative territory. As the
22 impact of these trends play out, it's appropriate for
23 the Régie to place greater weight on HQT-specific
24 circumstances. The Khan Method provides an analytical
25 basis, along with consideration of -- of other

1 factors, to establish an X-factor that achieves the
2 Régie's goal.

3 At this point, I'm sure with your
4 relief, I will turn the microphone over to my
5 colleague Bob Yardley to continue us forward.

6 Mr. ROBERT C. YARDLEY: Thank you, Jim.
7 The -- so my job is to address the -- the off-ramp or
8 exit clause. And what I'd like to do is simply take a
9 few moments to explain the approach that we took, what
10 was in our minds as we were designing it. It's --
11 you'll -- you'll hear that it's a mix of, from a
12 policy perspective, what's fair and what's reasonable.
13 It affects both customers and shareholders, so we were
14 focussed on, you know, those two -- two stakeholder
15 groups, but it also has some practical implications
16 which we do encounter from time to time in -- in
17 regulatory matters. So it's -- it's a mix of fairness
18 and reasonableness but also what makes sense in its
19 most basic terms.

20 The -- the Régie has already decided
21 to include an exit clause as part of the MRI. The --
22 the clause recognizes that the design or exercise of
23 the MRI may produce unacceptable financial outcomes
24 either for customers or shareholders, so we'll discuss
25 how we approach the question of what's unacceptable.

1 That's really critical to establishing the -- I'm
2 responsible for my own slide. I struggled with Jim,
3 so you can imagine I'll struggle with mine.

4 MR. UNIDENTIFIED SPEAKER:

5 A. Doesn't seem fair.

6 Mr. ROBERT C. YARDLEY:

7 A. Yes. I start off every one of
8 these presentations with some incredible faux pas:
9 speaking too softly, speaking too fast.

10 Anyway, the -- so the -- the Régie
11 approved the exit clause. And as noticed -- noted in
12 the decision, which we've included a little excerpt
13 above, it contemplates either a review or interruption
14 of the -- of the existing MRI, and that's the subject
15 of some controversy. And this is one of the areas we
16 really were driven by practical considerations. And
17 if we were to, you know, sort of express this today, I
18 think we would -- we would express it as interruption
19 and review because clearly a review is required. The
20 MRI will continue into the future in some form, we
21 believe. It's a long-term -- in order to be --
22 achieve its desired results, it needs to be put in
23 place and kept in place. But if there are undesirable
24 outcomes, it would be appropriate to pause and conduct
25 a thorough review, and so that has some implications

1 for our recommendations. So before turning to, you
2 know, what happens when the exit clause is triggered,
3 we'll start with the threshold, the ROE threshold
4 question, one of the more important questions.

5 So as a preliminary matter, when we
6 looked at the ROE threshold, we recognized that it
7 should be considered in the context of the overall MRI
8 plan, you know, all of the parameters. It's just one
9 parameter, but it's clearly related to other
10 parameters, but particular the MTÉR design, which has
11 already been established.

12 So the first two questions, and this
13 slide presents sort of the three key questions for the
14 -- the ROE threshold, the first two questions are
15 should the exit clause be based on pre- or post-MTÉR
16 earnings, and should it be symmetric, in other words,
17 have identical upside and downside thresholds from the
18 perspective of the shareholder.

19 With respect to the first point, the
20 exit clause is an end-results test. Post-MTÉR
21 earnings are really the only thing -- are what matter
22 to customers and shareholders. So we believe clearly
23 it should be a post-MTÉR, and we have a diagram on the
24 -- the next slide that really drives that point home.

25 The second question as to the --

1 whether it should be symmetric or not, balance and
2 fairness dictate that customers and shareholders be
3 treated equally, again, in post-MTÉR terms.

4 So the third question, you know, what
5 is the appropriate ROE threshold for HQT, merits some
6 discussion. And what I'd like to do is just explain
7 how we came to 150 basis points as our recommendation.
8 That's really the key question here. Customers under
9 MTÉR do not share in downside earnings. They have no
10 responsibility for the downside. It's 100 percent
11 assumed by HQT. And they do share significantly in
12 the upside. So once the threshold -- once you reach a
13 100 basis points above the authorized ROE, they share
14 in 75 percent of all earnings above that level, so
15 they share significantly in the upside.

16 So as -- they do have an interest --
17 they still have an interest in the upside threshold
18 because if they're receiving, you know -- they are --
19 even though they're receiving 75 percent, if the
20 clause were -- if rates were to be reset, presumably
21 they might receive a higher proportion if they were
22 based on cost of service. So it's not that customers
23 don't have an interest, but we started with the -- in
24 order to design the threshold or come up with the
25 appropriate threshold, we took the position of looking

1 at the acceptable downside risk for HQT first as the
2 starting point, and I'll explain, you know, the rest
3 of the steps. And the question in our mind was how
4 can we set -- we'd like to set the threshold for the
5 downside risk as high as possible without leading to
6 those unacceptable outcomes, which is the purpose of
7 the -- of the mechanism.

8 So the -- we noted -- we determined
9 that 150 basis points was sort of the outside level of
10 that threshold. It represents \$60 million in earnings
11 that HQT would absorb before the -- before the off-
12 ramp is triggered. A hundred and fifty basis points
13 is significant relative to HQT's authorized ROE of 8.2
14 percent, which is lower than its peers if we're going
15 to compare this off-ramp to -- to other utilities.
16 And in our view, the financial community would take
17 notice if the ROE threshold or the downside risk for
18 HQT was higher than 150 basis points, so that was the
19 point at which we said, you know, it could have an
20 impact on HQT's credit quality which raises -- and for
21 HQ's credit quality, since HQ raises debt for its
22 operating subsidiaries. And that of course has
23 consequences, not only for HQT, but for customers. So
24 the bottom line is we were not comfortable
25 recommending a threshold higher than 150 basis points.

1 So having established the downside
2 risk, acceptable downside risk for HQT, how does the
3 mechanism -- what's the rest of the mechanism look
4 like. And so the left-hand side of this diagram
5 explains how we got there. So we started with the red
6 stripes, that's the downside risk of 150 basis points.
7 We then calculated on the basis that it should be
8 symmetrical. The blue bar is the upside opportunity
9 that HQT would have before the off-ramp is triggered.
10 We set that equal to 150 basis points, to be
11 symmetric, and then we backed in by applying the --
12 this is not complicated math by any stretch -- we
13 backed into the customer share that is equivalent to,
14 under the 2-part formula, equivalent to 150 basis
15 points. So that's 350 basis points, which means that
16 if HQT were to earn 500 basis points above its
17 authorized ROE, customers would be credited with 350
18 basis points under the -- the MTÉR, and HQT would
19 retain 150 basis points and then there would be this
20 pause and -- and reconsideration. So that's the --
21 that was the thinking that we applied.

22 The -- so in contrast, the right-hand
23 part of this chart presents PEG's proposal. And here
24 we have a downside exposure to HQT of 400 basis points
25 -- they absorb 100 percent of that downside -- but HQT

1 would only have an opportunity to earn 125 basis
2 points on the upside. So we viewed this as, you know,
3 clearly disproportionate. Setting aside the 400 basis
4 points would clearly attract the attention of -- of
5 the financial community. It would attract it most
6 likely at the time the decision was -- was issued.
7 They wouldn't wait for -- for it if they believed it
8 was a realistic possibility. And -- and customers
9 would also have some diminished opportunity on the
10 upside, but customers also would not have to -- to
11 wait as long for the -- for the mechanism or the MRI
12 mechanism to be reviewed and -- and considered, so it
13 -- it really disadvantages both HQT and customers, in
14 our opinion, and it's not -- it's not balanced.

15 Now, we understand that PEG based this
16 recommendation on -- it cited an Alberta precedent.
17 Alberta does not have an earning-sharing mechanism, so
18 this is a perfect example of why you want to consider,
19 when you're looking at the off-ramp, you want to
20 consider post-MTÉR as the basis for designing the off-
21 ramp, you know. Whatever you do with it, you want to
22 look at post-MTÉR. So Alberta also does not link its
23 -- the utility's ability to retain earnings to SQI
24 performance. In Alberta they determined that the
25 performance was adequate. The [indiscernible] of

1 utilities across the board was adequate when they
2 conducted their generic proceeding.

3 So Concentric does recommend that the
4 Commission and parties -- staff and parties take a
5 look at the Fortis B.C. precedent, which is very
6 similar to our proposal. Fortis, just stepping back
7 for a second, has a five-year PBR plan. It has since
8 been extended to a six-year. It also has an earnings-
9 sharing mechanism which is symmetric, so it's 50/50 on
10 both the upside and the downside. And in this case,
11 the B.C. Commission approved an MTÉR threshold, or of
12 -- or an off-ramp threshold of 200 basis points in a
13 single year or 150 basis points in 2 consecutive
14 years. So they did have both a single-year threshold
15 and a two-year threshold. Now, we've argued for a
16 single-year threshold. And we'll get to this on the
17 next slide, but the five- and six-year PBR plan gives
18 you the flexibility to consider a two-year threshold
19 as an option. The four year, as I'll explain in a
20 moment, really doesn't, in a practical sense, doesn't
21 really give you that option.

22 Fortis also has a higher authorized ROE
23 of 9.15 percent on a 40 percent equity ratio. And it
24 has a more favourable ESM, that I mentioned. It's
25 also an interesting decision because they do link the

1 SQI -- the earnings-sharing mechanism is linked to
2 performance under their SQI, which, as we know, is
3 there aren't that many examples of that in North
4 America.

5 So let's turn to our favourite topic,
6 one year or two. This is the final point I'll be
7 discussing, the -- and then how will rates be
8 established if we do interrupt and review the MRI.
9 And as we noted in responses to interrogatories, our
10 recommendations are -- are really driven by practical
11 concerns. So I'm going to try to give an example that
12 demonstrates that practical concern. I don't think
13 this is really on the slide, but the -- so new rates.

14 Let's assume that we start in year one
15 -- let's just step back. We start in year one. Year
16 one is based on a forecast of cost of service. So
17 let's assume that there are no issues in year one.
18 But as soon as we hit year two, we have an issue. HQT
19 under performs or under earns by more than 150 basis
20 points and the exit clause is triggered. So HQT does
21 not report that it's hit the threshold until I believe
22 it's May 1st of -- now we're in year three, right.
23 We're in year three because we waited until -- so we
24 had the results from year two, we're at May 1st of
25 year three, so they determine that the threshold

1 should be -- has been reached. However, HQT
2 establishes its rates for year three on January 1st;
3 they're -- they're implemented on January 1st. So
4 it's -- really puts everybody in a difficult position.
5 Do you -- I would find it, you know -- having been in
6 this position, you know, the -- the option of sort as
7 of May 1st stopping the MRI, changing customers' rates
8 in the middle of the year, and then changing
9 customers' rates again in January of the fourth year,
10 January 1st, I mean, that's a messy option for lots of
11 reasons, not just mechanical, but certainly from a
12 customer perspective it's a tough position.

13 But it does create this gap, this
14 earnings -- this eight-month earnings gap potentially
15 if the problems that caused the underearning in year
16 two continue into year three. So now you've got a
17 position where there's this gap that would need to be
18 addressed in some way. We don't -- we don't have a
19 solution to that. We'll -- we would leave that to --
20 to better minds. The ones that are on the hotseat or,
21 you know, in the tough spot can -- can wrestle with
22 that. I'm sure HQT might have some ideas, but you're
23 really concerned about the same thing: what do we do
24 with customers, you know. You're -- you're on the
25 same side, in many respects.

1 The -- so the gap needs to be addressed
2 in some way, so we draw two conclusions from this. So
3 -- and by the time you're addressing the gap, you're
4 in year four, so that's why we conclude, you know, if
5 it's a four-year plan, not a five- or a six-year plan,
6 you know, this notion of pausing in the middle,
7 keeping the MRI going, reviewing it as needs to be
8 done, really is not practical. You need to have -- in
9 our view, you need to have in mind a solution to reset
10 rates in year four, not addressing the gap, but
11 definitely a solution, and we've recommended a return
12 to a forecast of revenue requirements based on, you
13 know -- based on the forecast of the cost of service
14 because that's the methodology that people are
15 familiar with and that's really the essence of that --
16 of that recommendation.

17 So the four-year term really doesn't
18 provide -- it really renders this notion of a re-
19 opener and discussion moot, in our opinion. But it
20 doesn't -- it does give stakeholders and the
21 Commission and staff the time it might need in that
22 sort of remaining year and a half to figure out what
23 needs to be done to address the -- the cause of the --
24 of the MRI off-ramping trigger, you know, what -- it
25 will take many months, we -- we would expect, to

1 really go through and decide what caused the problem.
2 And that's -- that's why I say that -- that
3 recommendation, which relates both to whether it
4 should be a one-year or a two-year test and what to do
5 when the off-ramp is triggered, is based on practical
6 concerns.

7 So at this point, I'm going to turn it
8 back to -- to Jim, and with the microphone.

9 Mr. JAMES M. COYNE: Thank you, Bob.
10 I'll just take a few minutes to address our
11 recommendation on the parametric formula for capital
12 and then I'll just wrap up with -- with a brief
13 summary.

14 So the Régie, if -- back to your job as
15 just turning slides, Bob, if we could. Thank you.
16 We're a good team. The Régie, in its Phase I decision
17 for HQT expressed a desire, even though the framework
18 would not cover the capital under "I" minus "X", it
19 would be done on a cost-of-service basis. The Régie
20 wanted to see the application -- could we just go back
21 one, Bob? Too far, yeah. You've exceeded speed.
22 You're probably doing what the audience wants you to
23 do, is go faster than me.

24 The -- the Régie expressed a desire to
25 have a tracker that would at least follow capital to

1 see if it was possible to have capital tracked by some
2 sort of parametric formula. And in doing -- we -- we
3 considered three models in doing so. There's not a
4 lot to go on from a transmission perspective, or
5 there's not as much as there is on the distribution
6 side. But we considered three different models: two
7 distributors in Canada, the Toronto model and the
8 Fortis B.C. model; and we also considered the
9 Australian model which is applied to transmission
10 companies specifically.

11 And in brief, the Toronto Hydro model,
12 which we have actually walked through in the past for
13 the Régie, capital -- the capital portion of the
14 revenue requirement is forecasted on a cost-of-service
15 basis using a building-block-type method. And an
16 indexation formula adjusts for this capital with a
17 separate percentage adder and the -- the formula
18 components are added together, "I" minus "X", which is
19 an inflation-driven portion of it, plus the capital --
20 capital portion, and that's what grows rates, in
21 brief.

22 In the Australia building-block model,
23 it's also based on a forecast. And in the case of
24 Australia, it's based on a forecast of all elements of
25 the cost of service using this building-block method.

1 Overall revenues are smoothed with an X-factor over
2 the course of the multi-year rate plan and it
3 generates an implicit increase or decrease relative to
4 inflation.

5 And then the third model is this Fortis
6 B.C. indexation method where they compute an amount of
7 base capital to be computed in the I-minus-X formula.
8 The remaining -- the remaining capital is excluded
9 from the formula and then added back later. A growth
10 factor for capital is applied and then the base
11 capital increases by the "I" minus "X", including a
12 growth factor for the system.

13 In examining these three models, the
14 reasons that we didn't favour the Toronto model or the
15 Australian model is they both required forecasts of
16 capital over the entire five- or eight-year period,
17 and we didn't feel as though that was consistent with
18 the Régie's preferences and -- and the preferences of
19 stakeholders that came out of our Phase I discussions
20 to base it on a forecast of capital. So we felt of
21 the three, the more pragmatic method was the Fortis
22 B.C. model, and this is what we're characterizing as a
23 partial indexation approach to capital. And, again,
24 to repeat, it -- you make a determination as to what
25 the base capital amount is that can be covered under

1 an I-minus-X formula and then other capital amounts
2 are tracked outside the formula. The I-minus-X
3 formula is applied to both base capital as well as --
4 as well as to the Opex, in this case, and then you add
5 back the capital that's tracked outside the formula in
6 order to determine the allowed capital-related revenue
7 requirement.

8 We felt as though this parametric
9 approach was most responsive to the Régie's directive
10 and its Phase I decision, but -- and it is less likely
11 to be suitable for a transmission company for reasons
12 that we discussed at some length in Phase I. We -- we
13 know that HQT has done some scenario analysis provided
14 to the Régie applying this approach which indicates
15 that -- that year-to-year fluctuation in capital
16 related to revenue requirements are not well-suited to
17 an I-minus-X approach. So we struggle with even using
18 this approach with what amounts can actually be
19 separated and put into this base amount to make them a
20 meaningful portion of the revenue requirement. So
21 it's an imperfect approach, but we believe that's as
22 close as we can come to satisfying the Régie's
23 directive, at least for this phase of the proceeding.

24 Let me just wrap up summarizing our
25 recommendations for you. On X-factor, again, our

1 recommendation is minus 0.6 percent based on a
2 combination of HQT's actual experience and supporting
3 industry research. We rely on the five-year Kahn-
4 factor result because it's consistent with the
5 structural shift in HQT's operating experiences
6 experienced after 2012. It's more aggressive than the
7 5-year Australian Opex trend, and it's also more
8 aggressive than HQT's 10-year trendline. It's aligned
9 with the Régie's approved I-factor; it's calculated on
10 that basis. And the recommended stretch factor of
11 zero percent is also consistent with the Régie's
12 approach for HQD and consistent with the evidence of
13 efficiency that is on the record for HQT and on the
14 off-ramp, as Bob just described, a symmetric exit
15 clause with a plus-or-minus-150-basis-point threshold
16 post-MTÉR based on a single-year's performance. And
17 if the exit clause is triggered, rates are established
18 based on a forecasted cost-of-service basis.

19 And finally, as we just described, a
20 B.C. approach is most responsive to the Régie's
21 directive for capital. However, HQT's scenario
22 analysis of the approach indicates that year-to-year
23 fluctuations in capital-related revenue requirements
24 are not well-suited to an I-minus-X approach, as we
25 discussed in Phase I.

1 We thank you for your patience as we
2 offered this summary of our recommendations and -- and
3 the support behind them and we look forward to your
4 questions and the questions of staff and stakeholders.

5 I turn it now to -- to Luc.

6 LUC DUBÉ:

7 R. Bonjour tout le monde. Bonjour,
8 Madame la Présidente; bonjour, Messieurs les
9 Régisseurs, et la Régie et ainsi que les intervenants.
10 Je vais faire une courte présentation, en fait, qui va
11 faire le tour rapidement des principaux éléments que
12 je veux revenir sur la proposition du MRI au niveau du
13 Transporteur, également revenir sur notre réponse à la
14 demande de la Régie sur la formule, les CAPEX, et
15 arriver avec une « short », je fais du franc-glais,
16 désolé, une courte conclusion. Donc, ça ne devrait pas
17 prendre plusieurs minutes. Je vais essayer de rester
18 en français tout le long.

19 Donc, dans un premier temps, je veux
20 juste rappeler le contexte dans lequel la proposition
21 du Transporteur a été développée, c'est-à-dire que,
22 effectivement, on a considéré la décision qui avait
23 été rendue en janvier deux mille dix-huit (2018), à
24 savoir la D-2018-001 qui était la décision Phase 1.
25 Assurément, je pense, tout le long des audiences qu'on

1 vit actuellement et même dans l'élaboration de la
2 preuve, le Transporteur est quand même particulier au
3 niveau de son contexte d'affaires, au niveau de sa
4 réalité opérationnelle.

5 Donc, c'est certain que ça a été
6 considéré dans l'élaboration de la preuve. Et
7 également, plus récemment, une décision qui a été
8 rendue dans le cadre du Distributeur dans sa phase 3,
9 en fait, la décision D-2018-067 où certains aspects de
10 cette décision-là, bien, touchent également certains
11 aspects de la preuve du Transporteur. Donc, ça fait le
12 tour vraiment des principaux éléments qui ont été
13 considérés pour élaborer la proposition du MRI du
14 Transporteur.

15 Je vais revenir sur certains aspects.
16 En premier lieu sur deux éléments qu'on demande à la
17 Régie de traiter en facteur Y, les taxes et les
18 prestations de travail au niveau des investissements.
19 Principalement, dans un premier temps, les taxes,
20 bien, en fait, on a démontré en preuve. Il y a
21 différentes analyses de chiffres avec des données
22 historiques qu'effectivement, les taxes n'évoluent pas
23 nécessairement en fonction d'une tendance qui pourrait
24 découler d'une formule d'indexation.

25 En fait, les taxes évoluent de quelle

1 façon? Bien, selon deux principes, selon nous, c'est-
2 à-dire c'est intimement lié à la valeur des actifs.
3 Parce que, ultimement, la plupart des taxes sont
4 incluses sur la valeur de nos actifs. Donc, ici, je
5 pense qu'au même titre que la prestation de travail
6 que je vais venir plus tard, il faut avoir une
7 approche qui est cohérente avec celle que la Régie a
8 prise en décision en Phase 1, c'est-à-dire de traiter
9 les dépenses en capital à titre de facteur Y, donc à
10 l'extérieur de la formule. Dans ce cas-ci, étant donné
11 que les taxes sont intimement liées, puis on l'a
12 démontré la corrélation, là, les taxes dans le temps
13 sur la valeur de nos actifs, il faut avoir un
14 traitement qui soit similaire et identique que celui
15 des dépenses en capital.

16 L'autre élément qui est évident, c'est
17 que le taux de taxation, c'est évident que, du côté du
18 Transporteur, on n'a aucun contrôle sur le niveau de
19 taxes qui va être décidé par les entités
20 réglementaires un peu partout. Pour ces deux éléments-
21 là, on pense que les taxes devraient être traitées en
22 facteur Y.

23 Au niveau de la prestation de travail.
24 Ça aussi, il y a eu quand même passablement de preuve
25 et d'analyses chiffrées qui ont été soumises en

1 preuve. Et clairement, on voit que les prestations de
2 travail aux investissements ne suivent pas la tendance
3 que pourrait suivre une formule d'indexation avec un
4 facteur d'inflation. Principale raison? En fait c'est
5 que la prestation de travail, ça évolue en fonction
6 soit des besoins au niveau des investissements ou de
7 la nature des projets.

8 On pourrait penser qu'avec un niveau
9 d'investissement équivalent, prenons l'exemple d'un
10 milliard d'investissements par année, on pourrait
11 penser que la prestation de travail devrait suivre
12 cette même tendance-là. Mais ce qu'on observe, c'est
13 que dépendamment des types... dépendamment où, à quel
14 moment intervient le Transporteur avec ses employés
15 sur ces projets d'investissement-là, ça peut changer
16 énormément le nombre d'heures qui est le principal
17 inducteur de coûts au niveau de la prestation de
18 travail qui va venir influencer ce niveau de
19 prestation de travail-là.

20 Donc, étant donné que, ultimement, à
21 chaque année, le Transporteur va revenir avec une
22 prévision d'investissement qui, ultimement, va finir
23 dans des mises en service et, ultimement, dans la base
24 de tarification, étant donné que la prestation de
25 travail aux investissements est un intrant à ces

1 investissements-là annuels, étant donné que d'un point
2 de vue investissements, on y va d'un point de vue coût
3 de service, donc une révision annuelle de ces
4 montants-là, bien, on croit que, également, si on veut
5 être capable de suivre la stratégie qui est aussi
6 dictée pour la stratégie de pérennité, on s'entend,
7 tous les investissements en pérennité, c'est le modèle
8 du MGA qui dicte la meilleure stratégie à opter pour
9 les interventions en pérennité. Également les
10 investissements qui sont en croissance, c'est dicté
11 par les demandes clients. Donc, ces éléments-là
12 appartiennent à notre contrôle, puis on veut être
13 capable de les revoir annuellement pour être capable
14 d'avoir la prévision la plus juste possible de notre
15 niveau de prestation de travail.

16 Si maintenant on passe au facteur Z. En
17 fait trois éléments, mais sans revenir, parce que je
18 pense que c'était plus de l'ordre du dossier tarifaire
19 de venir justifier chacun des besoins identifiés au
20 niveau des MALT, au niveau des normes CIP, puis au
21 niveau du projet RPTC et SCR, sans revenir sur le
22 fondement de ces besoins-là, ce qui est commun à
23 chacun des trois, c'est le caractère non récurrent de
24 ces éléments-là de coûts.

25 Je vous ramènerais en Phase 1 dans la

1 proposition du Transporteur qui proposait un facteur
2 ESP qui était un élément qu'on voulait suivre à
3 l'extérieur de la formule sur des coûts qui étaient
4 non récurrents. La Régie dans la décision de Phase 1 a
5 refusé cet aspect-là. Par contre, a ouvert la porte
6 aussi en disant, bien, effectivement, sur les aspects
7 non récurrents, peut-être que le Z, le facteur Z sera
8 une porte ou une façon de venir traiter ces éléments-
9 là.

10 Ce qu'on veut éviter dans ces trois
11 cas-là, c'est qu'à l'intérieur même du quatre ans, du
12 premier cycle d'un MRI, ces coûts-là vont soit réduire
13 de façon importante, soit s'éteindre complètement. On
14 veut éviter de venir inclure ces coûts-là dans une
15 formule paramétrique qui les maintiendrait. On
16 s'entend, une zone paramétrique va à la limite à zéro
17 ou à un pour cent, peu importe, je n'ai pas l'indice
18 final. Mais, bon, au minimum les maintenir sur la
19 phase du quatre ans. Ici, on ne veut pas venir
20 maintenir un niveau de coûts qui n'est plus nécessaire
21 dans une formule MRI. Donc, à ce moment-là, les coûts
22 non récurrents. Le seul véhicule qu'on a actuellement
23 avec le modèle en place, ou en tout cas, qui va être
24 mise en place, ça serait d'utiliser les facteurs Z
25 pour venir couvrir ces éléments-là de coûts qui ont

1 une nature non récurrente.

2 Un concept aussi qui a été grandement
3 questionné sur la notion du facteur Z générique. Je
4 vais essayer de le rendre le plus simple possible dans
5 la façon qu'on l'interprète. Le modèle actuel, on a
6 une formule paramétrique, une formule d'indexation, on
7 a des Y et des Z. Pour ce qui est du Z, sa
8 particularité, c'est qu'on veut être capable dans le
9 cadre d'un MRI de venir s'ajuster ou venir ajuster le
10 revenu requis quand un événement imprévisible
11 survient.

12 Et on l'a vécu par le passé dans
13 l'ancien mode réglementaire qu'on avait différentes
14 situations. On parle des... de... d'autres situations
15 où on a un événement qui se produit sur le réseau soit
16 pour assurer la sécurité des travailleurs, la sécurité
17 du public ou soit des événements qui auraient pu être
18 pour sécuriser l'environnement. Ces événements-là
19 surviennent. On doit intervenir promptement. Et à ça
20 on doit intervenir le jour un. Et le facteur Z
21 générique qu'on propose, c'est juste un principe
22 réglementaire qui permettra de cumuler à partir du
23 jour 1, les coûts qui devront être engagés. On veut
24 éviter de devoir soumettre à la Régie une requête et
25 que, finalement, les coûts accumulés commencent

1 seulement suite à une décision interlocutoire comme
2 dans le passé on l'a vu. On veut être capable de faire
3 reconnaître ces coûts-là à partir du jour 1.

4 Donc, c'est vraiment un véhicule déjà
5 autorisé qui permettrait de cumuler ces coûts-là. Ça
6 n'enlève en rien ce processus-là, la reconnaissance
7 annuelle de ces impacts-là sur ces revenus requis. La
8 Régie, parce qu'il y aura dépôt soit via son dossier
9 tarifaire ou une requête spécifique, de qualification
10 et d'autorisation de ces montants-là, donc la Régie
11 aura tout le loisir de faire l'examen de ces coûts-là
12 et d'en questionner et d'en autoriser leurs montants.
13 Je pense que, de ce côté-là, il n'y a pas d'enjeu sur
14 la reconnaissance. C'est vraiment juste d'avoir un
15 principe en place qui va permettre de cumuler ces
16 coûts-là liés à ces événements-là ou ces projets
17 d'investissement particuliers dès le jour 1.

18 Le compte de neutralisation. Bien, ici,
19 ça, c'est similaire à un compte d'écart. En fait,
20 c'est tout simplement... Souvent ces événements
21 imprévisibles-là arrivent alors que les tarifs sont
22 déjà fixés, le dossier tarifaire a déjà été décidé. Et
23 donc, on doit réagir à cette situation-là. Mais tout
24 simplement, le compte de neutralisation est là pour
25 venir cumuler ces coûts-là et les capter et être

1 capable de les remettre dans un dossier tarifaire
2 subséquent tout simplement. Donc, c'est vraiment, ça
3 agit à titre de compte d'écart pour être capable de
4 venir... suite à l'autorisation de la Régie de ces
5 coûts-là, d'être capable de venir les mettre dans un
6 dossier tarifaire subséquent.

7 Sur les facteurs Y et Z. On parle
8 également du seuil de matérialité. Ici, le
9 Transporteur juge que le deux point cinq millions
10 (2,5 M\$) qu'il propose est juste et tient compte en
11 fait... Ce qui est important de comprendre ici, le
12 seuil doit être en relation directe avec les éléments
13 qui sont couverts par la formule. Le danger ici, ce
14 serait parce qu'il y a eu des questions à savoir est-
15 ce qu'on devrait appliquer la même méthode qui est
16 appliquée chez HQD? Je ferais la petite nuance à
17 l'effet que, chez HQD, on sait, le rendement à
18 l'amortissement est inclus dans la formule.

19 Donc, de faire un calcul pour établir
20 le seuil basé sur la base de tarification qui était le
21 cas, on parlait d'un quarante (40) points de base
22 basés sur la base de tarification du Distributeur,
23 quand ces coûts-là sont inclus dans la formule
24 d'indexation, ça fait son sens. Chez le Transporteur,
25 la particularité, c'est que les coûts,

1 l'amortissement, le rendement ne fait pas partie de la
2 formule d'indexation.

3 Donc, il faut qu'on ait un seuil qui
4 soit représentatif du niveau de coûts qui est reconnu
5 ou, en tout cas, qui va être reconnu à servir de base
6 au niveau des futures années dans le cadre du MRI. À
7 ça, deux point cinq (2,5 M\$), notre référence est
8 aussi l'ancien mode réglementaire qui est en place,
9 c'est-à-dire que ce deux point cinq là (2,5 M\$)
10 servait pour établir les éléments spécifiques de
11 l'époque. On pense qu'à l'époque, les CNE (ou les
12 charges nettes d'exploitation) couvraient à peu près
13 huit cents millions (800 M\$) par année. On avait un
14 seuil de deux point cinq (2,5 M\$). Aujourd'hui, notre
15 nouvelle proposition d'éléments couverts dans la
16 formule d'indexation va être autour de neuf cents
17 millions (900 M\$). Donc, on juge que les niveaux sont
18 comparables. Donc, le seuil de deux point cinq
19 millions (2,5 M\$) est encore valide pour le prochain
20 MRI.

21 Dernier aspect, en fait qui est en
22 réponse à la demande de la Régie, à savoir est-ce
23 qu'on ne pourrait pas suivre via une formule
24 d'indexation l'évolution des dépenses en capital. On a
25 soumis en preuve plusieurs scénarios, plusieurs

1 analyses. Ce qu'on a tenté de faire, c'est de tester
2 justement la proposition de nos experts de regarder ce
3 que FortisBC a fait et de l'appliquer à la réalité du
4 Transporteur.

5 Ce qu'on constate en fait, puis on est
6 allé sur des bases de données historiques qui sont
7 disponibles, on a essayé de faire évoluer dans le
8 temps sur un cycle de quatre ans cette formule-là. Et
9 on constate que les résultats sont très... en tout
10 cas, il y a des écarts importants qu'on constate entre
11 ce qui a été constaté en mode réel et ce que la
12 formule nous donne. En fait le principal enjeu qu'on
13 voit, c'est que tout l'aspect pérennité, vous aurez
14 constaté dans la preuve, on a mis un facteur de
15 croissance, on a établi un facteur de croissance qui
16 est basé sur la puissance installée.

17 Puis, ça, effectivement, la puissance
18 installée va dicter le poste sur, est-ce qu'on a
19 besoin de kilomètres de lignes additionnelles, on a-tu
20 besoin d'un nouveau transfo, on a-tu besoin d'un poste
21 supplémentaire. Ces éléments-là sont couverts, selon
22 nous, par la croissance de la puissance installée. Par
23 contre, toutes les interventions sur le réseau en
24 pérennité, je ne peux pas sous-évaluer l'impact que ça
25 a sur la BT et, ultimement, sur le rendement puis

1 l'amortissement.

2 Ce qui arrive, c'est que, bon an mal
3 an, en fait, j'ai un milliard à peu près
4 d'investissements en pérennité par année, mais il ne
5 faut pas oublier qu'une fois qu'il est mis en service,
6 donc si on parle du vingt milliards (20 G\$) d'actifs
7 mis en service, ce vingt milliards-là (20 G\$), il est
8 sujet à pérennité. À partir du moment où il est mis en
9 service, à des dates différentes, à des moments
10 différents, il va y avoir des interventions soit
11 maintenance ou soit en pérennité, mais clairement il y
12 aura, ultimement, un impact tant en rendement qu'en
13 amortissement, dépendamment des interventions qu'on
14 fera sur le réseau sur le revenu requis.

15 Tout cet aspect-là, puis on s'entend,
16 derrière ça, les interventions en pérennité, c'est le
17 modèle MGA qui les dicte ou, en tout cas, qui fait la
18 stratégie derrière ça, on ne croit pas qu'avec un
19 pourcentage quelconque, un deux ou trois pour cent,
20 peu importe, le chiffre que ça pourrait donner, que
21 l'impact, que l'effet de la pérennité, les actions en
22 pérennité sur nos actifs pourraient être captées par
23 une formule.

24 Pour ça qu'en conclusion, bien, un peu
25 comme James l'a mentionné un peu plus tôt, le fait

1 aussi que les mises en service, on le voit en
2 transport, t'sais, les investissements, c'est une
3 chose, ça peut être assez constant dans le temps, mais
4 ultimement, ce qui a un effet sur mes tarifs, c'est
5 les mises en service, c'est le moment que j'inclus mes
6 actifs dans ma base de tarification. Et on le voit en
7 transport, c'est très en dents de scie. Ça fait que
8 même cette évolution-là en dents de scie des mises en
9 service, fait en sorte que ça devient extrêmement
10 difficile de capter cette évolution-là dans le temps
11 dans une formule paramétrique.

12 C'est pour ça qu'on demeure sur
13 recommandation qu'on doit suivre l'évolution des
14 actifs en transport sur une base de coûts de service
15 et qu'on ne croit pas qu'une formule d'indexation
16 pourrait être développée pour en suivre l'évolution.
17 Je reviens rapidement, puis je ne referai pas, mais
18 c'est sûr que le Transporteur repose sa proposition
19 pour deux éléments sur l'expertise de Concentric : le
20 facteur X et la clause de sortie.

21 En conclusion, bien, le Transporteur a
22 modelé, en fait, 'on the last page', en conclusion, en
23 fait, la proposition du Transporteur est assez simple,
24 elle s'articule, en fait, on a modelé sur les
25 particularités opérationnelles et son contexte

1 d'affaires. On l'a bâti aussi à l'aide de nos
2 consultations basées sur ses recommandations. Puis ça
3 a été inspiré aussi des meilleures tendances observées
4 dans l'industrie.

5 Ça termine ma présentation. Je suis
6 donc disponible à répondre à vos questions.

7 Me YVES FRÉCHETTE :

8 Après une pause, j'ajouterais. Je crois
9 que c'est peut-être le moment de vous suggérer de
10 prendre la pause, dix heures et vingt-cinq (10 h 25).
11 Si vous me permettez, je pense que c'est le bon
12 moment.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Absolument.

15 Me YVES FRÉCHETTE :

16 C'est bien.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 On est d'accord. Et ça va permettre
19 également aux intervenants de réfléchir à leurs
20 questions qui s'en viennent. C'est parce que j'ai eu
21 une exclamation, je me demandais si j'avais oublié
22 quelque chose. Alors, on va revenir à moins vingt à ce
23 moment-là pour le contre-interrogatoire. Je vous
24 remercie.

25 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

1 REPRISE DE L'AUDIENCE

2

3 Me YVES FRÉCHETTE :

4 Rebonjour. Alors, évidemment, ça
5 complétait l'interrogatoire en chef. Les témoins sont
6 prêts pour contre-interrogatoire.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Merci, Maître Fréchette. Effectivement,
9 bonjour, Maître Sarault. Vous allez bien?

10 Me GUY SARAULT :

11 Oui, je vais bien, merci beaucoup.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 On va être prêt pour le contre-
14 interrogatoire de l'AQCIÉ.

15 CONTRE-INTERROGÉS PAR Me GUY SARAULT :

16 Tout à fait. So it's not the first time
17 that we meet, Dr. Yardley and Coyne, on basically the
18 same subjects. Actually, the first hearing that we had
19 was in September of 2016 for the distributor, and we
20 more or less touched upon some of the subjects that we
21 are still debating to this day. I note from your --
22 your PowerPoint presentation in the very early page
23 describing the productivity X-factor judgment approach
24 that regulatory agency judgment is a primary
25 consideration in establishing the X-factor, and that's

1 obviously -- you're very consistent. I mean, it's the
2 position you've had all along ever since we have known
3 you. However, I would like to bring to your
4 attention, and I will speak in French because these
5 excerpts are in French, some of the excerpts that I
6 find relevant from the -- from three decisions that
7 have been rendered from time to time by the Régie on
8 this issue in particular.

9 The first one is an excerpt of the
10 first decision, D-2017-043, issued on April the 7th,
11 1917, in HQD's MRI, Phase I, and it's on the subject
12 of the methodology to be followed for purposes of
13 establishing the X-factor, et là, je vais m'exprimer
14 en français, I apologize. Oui, c'est le paragraphe
15 164. Avez-vous une version anglaise? Je ne veux pas
16 errer dans la traduction.

17 Alors, au paragraphe 164, la Régie
18 disait, et je cite :

19 La Régie retient la méthode basée sur
20 le jugement préconisée par le
21 Distributeur pour déterminer la valeur
22 du Facteur X à inclure dans la Formule
23 d'indexation. À cette fin, le
24 Distributeur devra mettre à la
25 disposition des intervenants les

1 études, analyses et rapports
2 susceptibles d'éclairer la Régie quant
3 à la détermination du Facteur X en
4 phase 3.

5 Et effectivement, il y a de la documentation
6 postérieurement à ça qui a été envoyée par le
7 Distributeur à la Régie pour complément d'études et
8 d'analyses, et caetera.

9 Au paragraphe 165 :

10 Néanmoins, bien que le jugement de la
11 Régie demeure nécessaire dans la
12 détermination du Facteur X, ce jugement
13 doit s'appuyer sur des études
14 contemporaines. Afin de déterminer s'il
15 y a eu des modifications à l'échelle de
16 l'industrie depuis les dernières
17 années, la Régie est d'avis que la
18 réalisation d'une étude PMF...

19 donc, productivité multifactorielle,

20 ... pour déterminer la valeur du
21 Facteur X est opportune. Cette étude
22 devra être réalisée à l'intérieur des
23 premières années d'application du MRI
24 du Distributeur pour une application
25 possible du résultat lors de la

1 d'une étude PMF, la Régie doit
2 constater, tout comme les intervenants,
3 la réticence du Transporteur à
4 s'engager dans la réalisation d'une
5 telle étude et les motivations qui la
6 sous-tendent. Or, la Régie ne peut
7 présumer de l'impossibilité de réaliser
8 une étude PMF étant donné l'absence
9 d'études PMF auprès de transporteurs
10 d'électricité en Amérique du Nord. La
11 Régie ordonne donc au Transporteur de
12 procéder à la réalisation d'une telle
13 étude au cours des trois premières
14 années du MRI du Transporteur et de lui
15 transmettre les résultats de cette
16 étude au cours de la troisième année
17 pour une application possible du
18 résultat lors de la dernière année.

19 112 :

20 La Régie ordonne au Transporteur de
21 présenter en phase III...

22 donc, on est en phase 3 aujourd'hui,
23 ... la méthodologie et l'échéancier
24 rattachée à la réalisation d'une telle
25 étude PMF.

1 This was rendered at the beginning of
2 this year on January 5th. This is the -- the last
3 decision on MRI concerning directly the transmission
4 wing of Hydro Québec. And unless I'm mistaken -- I --
5 I've read the -- the record -- I haven't found anything
6 specifically looking like a methodology and a timeline
7 for the realization of a full-fledged productivity
8 study. Am I correct or wrong in this assumption?

9 M. LUC DUBÉ :

10 R. En fait, peut-être une correction.
11 Effectivement, on a traité de cet aspect-là en preuve,
12 à savoir, on a proposé justement même un échéancier.
13 On est très au fait que, effectivement, la Régie avait
14 demandé en Phase 3 de présenter cette méthodologie-là.
15 Par contre, on a dit qu'on n'avait pas été en mesure
16 de la réaliser, qu'on proposait un calendrier
17 justement pour être en mesure, ultimement, de
18 respecter l'échéancier qui, au terme de la troisième
19 année du Transporteur, d'être capable de réaliser,
20 comme vous dites, un « full-fledged » étude de
21 productivité multifactorielle. Donc, c'est au dossier.
22 L'échéancier est au dossier. C'est sûr que ce n'est
23 pas dans la preuve de Concentric.

24 Q. Ce n'est pas dans la preuve de
25 Concentric, on s'entend là-dessus.

1 R. Exactement. C'est la preuve du
2 Distributeur. Parce que, à ce point-ci...

3 Mme WAHIBA SALHI :

4 R. Transporteur.

5 M. LUC DUBÉ :

6 R. Transporteur. À ce point-ci, on n'a
7 pas encore choisi l'expert qui nous aidera sur la
8 réalisation de cette étude-là. Donc, c'est pour cette
9 raison-là qu'on n'a pas demandé à Concentric de
10 statuer sur ce point-là.

11 Q. O.K. Mais évidemment, est-ce que je
12 serais fondé de vous suggérer qu'il me semble que
13 c'est un problème que vous éprouvez en commun avec le
14 Distributeur parce que, dans la troisième décision que
15 je voulais porter à votre attention, qui est la
16 décision D-2018-067 qui a été rendue en date du douze
17 (12) juin, donc c'est quand même assez récent, sur ce
18 qu'on appellera la Phase... oui, 3 du Distributeur,
19 parce qu'il y a beaucoup de phases, vous m'excuserez,
20 la Régie a retenu un facteur de productivité de zéro
21 virgule trente pour cent (0,30 %) pour le facteur X et
22 un facteur de zéro pour le facteur S, donc le
23 « stretch factor », pour un total de zéro point trois
24 (0,3 %). Et au paragraphe 111 de cette même décision,
25 la Régie a formulé la même demande à l'effet d'obtenir

1 l'échéancier de la méthodologie pour la réalisation
2 d'une vraie étude de productivité pendant le terme du
3 MRI, qui est le même que celui du Transporteur.

4 R. Il n'y a pas de question.

5 Q. Bien, vous êtes d'accord avec ce
6 que je viens de suggérer?

7 R. C'est effectivement la même réalité
8 du côté du Distributeur. Ils ont proposé aussi un
9 échéancier afin, ultimement, de présenter, oui, la
10 méthodologie et de respecter l'échéancier ultime de
11 présenter auprès de la Régie une étude
12 multifactorielle au terme de la troisième année du
13 présent MRI.

14 Q. Donc, est-ce que je dois comprendre
15 qu'à l'instar du Distributeur, vous êtes également à
16 la recherche d'un expert pour réaliser une telle
17 étude?

18 R. Assurément.

19 Q. Dans l'hypothèse, et c'est quelque
20 chose qui a été discuté lors de la dernière audience
21 sur le même sujet avec le Distributeur, dans la mesure
22 où Hydro-Québec devait préparer une étude
23 multifactorielle, est-ce que, dans votre compréhension
24 du traitement réglementaire qui serait réservé à cette
25 preuve-là, il y aurait ou bien une seule étude

1 réalisée par Hydro-Québec, et pas d'autres, ou il y
2 aurait une étude de réalisée par Hydro-Québec et la
3 possibilité de contre-expertise par certains
4 intervenants comme, par exemple, ceux que je
5 représente et qui bénéficient des services du docteur
6 Lowry?

7 R. Cet aspect-là n'a pas été encore
8 décidé de la part de la Régie. Donc, on s'en remettra
9 à la décision de la Régie. Mais à ce point-ci,
10 assurément, le Transporteur va requérir les services
11 d'un expert dans le domaine pour présenter à la Régie
12 tant sa méthodologie et, ultimement, le résultat de
13 cette analyse.

14 Q. Mais ma question était plus pointue
15 quant à la possibilité d'une objection de la part du
16 Transporteur à ce qu'une contre-expertise soit
17 produite, préparée par d'autres intervenants sur le
18 même sujet?

19 Me YVES FRÉCHETTE :

20 Je voulais vous rassurer, c'est qu'on
21 n'avait pas identifié d'objection juridique. On va
22 suivre ce que la Régie va nous indiquer sur ces
23 sujets-là pour la suite. On a des représentations au
24 niveau du calendrier qui sont faites. Moi, je n'ai pas
25 assisté au dossier du Distributeur, Maître Sarault. Je

1 ne sais pas si monsieur Dubé a quelque chose à
2 rajouter.

3 Me GUY SARAULT :

4 Ça se ressemble pas mal.

5 Me YVES FRÉCHETTE :

6 On va s'en remettre à ce que la Régie
7 va suivre comme chemin puis on va s'adapter à ça. Vous
8 avez nos représentations sur les délais, et tout ça.

9 Me GUY SARAULT :

10 Mais je n'entends pas d'objection
11 vigoureuse de principe.

12 Me YVES FRÉCHETTE :

13 En tout cas, je n'ai pas de mandat en
14 ce moment, ça, je peux vous assurer, à faire des
15 objections de cette nature-là que les intervenants,
16 comme ça a toujours été la possibilité, qu'ils aient
17 la possibilité de « challenger » ou de contre-
18 expertiser les travaux qu'on fait ou des études qu'on
19 puisse faire. On va vraiment s'en remettre à la Régie.
20 Mais je n'ai pas de mandat spécifique ce matin.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Je comprends que vous n'avez pas
23 d'objection juridique. J'avais cru comprendre la
24 question de maître Sarault quelle était la position
25 corporative.

1 Me GUY SARAULT :

2 Exact. Oui.

3 Me YVES FRÉCHETTE :

4 Monsieur Dubé peut la livrer sans aucun
5 doute.

6 M. LUC DUBÉ :

7 R. En fait ce qu'on peut répondre par
8 rapport à ça, c'est deux options. Puis ça a été exposé
9 dans le dossier du Distributeur, mais il y a deux
10 options, soit qu'on dépose une méthodologie et que,
11 là, on ouvre le débat sur le choix de la bonne
12 méthodologie. Ce que la Direction d'Hydro croit à cet
13 aspect-là, si jamais il y a un débat effectivement sur
14 le choix de la « métho », ultimement, et on l'a vécu
15 en Phase 1, puis quand on regarde les différentes
16 analyses ailleurs au Canada sur les études de
17 productivité, le consensus sur la méthodologie et le
18 choix des groupes de référence n'est pas facile à
19 obtenir.

20 Donc, ce qu'on se dit, c'est, soit on
21 fait le débat une fois en mode méthodologie et
22 qu'après ça, il y aura seulement un expert, puis c'est
23 peut-être la référence de maître Sarault à dire, est-
24 ce qu'on s'objecte qu'il y a un autre expert au
25 dossier. On ne s'objecte pas à ce qu'il y ait un autre

1 expert, mais si on a un débat sur le fond sur la
2 méthodologie, avant de réaliser l'étude, bien, je
3 pense qu'il devrait y avoir seulement une étude de
4 produite. Rendu à l'étape de validation de l'expertise
5 rendue, si les intervenants choisissent de demander
6 l'aide d'experts pour commenter la preuve du
7 Transporteur, il n'y a pas d'enjeu, mais on veut juste
8 éviter qu'il y ait deux ou trois études
9 multifactorielles qui soient déposées dans ce cas-là.

10 L'autre option, c'est de dire, on va
11 présenter sommairement l'étude, la méthodologie qui ne
12 sera pas sujette à débat, mais qui va donner l'idée
13 vers où on s'en va sur la méthodologie. Si c'est cette
14 option-là qui est prise de la part de la Régie, bien,
15 à ce moment-là, effectivement, ça rouvre la
16 possibilité à ce qu'il y ait un, deux, je ne sais pas
17 combien, trois études multifactorielles qui soient
18 déposées.

19 Donc, c'est peut-être la référence à
20 laquelle vous feriez. C'est dire qu'il n'y a pas
21 d'objection de la part de la Direction à ce qu'il y
22 ait des experts autres que ceux qui seront choisis par
23 le Transporteur. Par contre, il y a peut-être... où il
24 y a une objection, c'est de dire, si on y va sur un
25 débat, sur le fond, sur la méthodologie avant de

1 rentrer dans l'étude, bien, probablement que ça
2 prendrait seulement une seule expertise qui pourra
3 être débattue ou contre-expertisée par d'autres
4 experts, mais qu'il n'y aura pas plusieurs études
5 complètes de soumissions auprès de la Régie.

6 Me GUY SARAULT :

7 Q. Mais est-ce qu'on est d'accord que,
8 dans le présent dossier, la recommandation de vos
9 experts de Concentric Energy Advisors pour un facteur
10 X de moins zéro point six pour cent (0,6 %), ce n'est
11 pas fondé sur une étude de productivité
12 multifactorielle telle qu'on l'entend, c'est bien
13 plutôt encore et une fois sur la méthode du jugement
14 de valeur de vos experts sur cet enjeu-là?

15 Mr. JAMES M. COYNE:

16 A. If I may respond, the -- our
17 recommendation is based on -- on two primary inputs.
18 One is the Khan Method that we used based on HQT's
19 data and productivity studies that were conducted on
20 transmission companies in Australia and the U.S. So
21 it -- those studies -- the one that probably would
22 come closest to a study that would be submitted here
23 if we were starting from square one, I would argue, is
24 the one that was submitted for Hydro One. Because
25 there is not sufficient data on Canadian transmission

1 companies to do a TFP study, you're basically stuck in
2 Canada to use a U.S. sample. All experts would agree
3 that that's a reasonable sample to use for purposes of
4 studying Canadian productivity absent such data. And
5 the Hydro One study is -- I think would be a very good
6 starting point for an examination of what a study
7 would look like, but it is a TFP study, and it also
8 carves out Opex productivity as well. So I would not
9 answer yes to your question. I would say, no, there
10 are TFP studies. They were just not designed
11 specifically for submission in this jurisdiction.

12 Q. And that's what we are to understand
13 if we go to page 12 of your presentation, the second
14 bullet says, and I quote:

15 "There will be ample opportunity to
16 study productivity in greater depth in
17 the latter half of the MRI term."

18 So that let me --

19 A. That is correct.

20 Yeah, this is...

21 Q. -- to conclude that this was not
22 like the real McCoy.

23 A. Well, it's a McCoy. And I would
24 argue that the real McCoy would look an awful like the
25 McCoy's that we've submitted. With the exception of

1 the Australian study, which obviously studies
2 Australian companies, the one submitted in Hydro One
3 is applied to U.S. companies. And I would bet dollars
4 for doughnuts, as they say, that a study that would be
5 submitted here would rely on a U.S. sample and it
6 would look a lot like the study that's been submitted
7 for Hydro One. But that's not to say that there
8 wouldn't be a robust debate on assumptions concerning
9 how to measure inputs and outputs, what the right time
10 period is...

11 Q. And how to choose the peers and all
12 of that.

13 A. There would be robust debate, I
14 would expect, just as there is in Ontario ongoing now.
15 But the -- the type of study is a total-factor
16 productivity study for a U.S. sample of transmission
17 companies, so it was -- I would -- our submission is
18 that it is a sound basis of support for the study that
19 we did on HQT specifically.

20 Q. Okay. I would like now to turn over
21 to another subject, which is the Z-factor. The -- am
22 I to understand that in the event that the Z-factor
23 would be triggered during the term of the MRI there
24 would not be a readjustment of the MRI during the
25 term, we would revert back to a cost-of-service

1 approach?

2 Mr. ROBERT C. YARDLEY:

3 The -- you referred to the Z-factor,
4 but I think you -- your question relates to the --

5 Q. Yeah.

6 A. -- to the off-ramp. So when the
7 off-ramp was triggered, you would still need rates --

8 Q. Yeah.

9 A. -- in effect during that period.

10 Q. We still need rates.

11 A. Still need rates. They would be
12 the rates in effect at that time until the next time
13 that rates are set, which, under my example, would
14 have been January 1st in 2000 and -- in year four.
15 And at that point, they would be based, under our
16 recommendation, on revenue requirements established by
17 the forecasted cost of service.

18 Q. Cost of service. Traditional
19 approach.

20 A. As an approach that parties are
21 familiar with.

22 Q. Yeah, we would -- we know it very
23 well. Alors, ceci va compléter mes questions. Je
24 remercie les membres du panel.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Je vous remercie beaucoup. Maître
3 Cadrin, j'avais supposé, en voyant maître Sarault, que
4 vous aviez échangé vos places, à moins que vous n'ayez
5 pas de questions.

6 Me STEVE CADRIN :

7 Je n'ai pas de questions.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Pas de questions. Merci. Je ne vois pas
10 maître... C'est maître Hamelin ou maître Dubé? C'est
11 parce que je vois maître Hamelin qui se lève, c'est
12 pour ça. Je vais y aller plus simplement. C'est EBM
13 qui va venir faire le contre-interrogatoire. Allez-y.

14 Me PAULE HAMELIN :

15 Bonjour.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Bonjour.

18 CONTRE-INTERROGÉS PAR Me PAULE

19 HAMELIN :

20 Alors, Paule Hamelin pour Énergie
21 Brookfield Marketing. Bonjour Madame la Présidente.
22 Messieurs les Régisseurs, bonjour. Bonjour aux Membres
23 du panel. So my first questions will be to Concentric.
24 Mr. Coyne, based on the introduction of your report,
25 and Mr. Yardley as well, I understand that you have

1 been asked by HQT to provide an assessment and
2 recommendation for certain specific items of the
3 parameters of the formula in this Phase III MRI,
4 correct?

5 Mr. JAMES M. COYNE:

6 A. Yes.

7 Q. And that would be limited to
8 essentially the X-factor, the off-ramp, and also the
9 Capex formula, correct?

10 A. Yes.

11 Q. Okay. I would not like to
12 oversimplifying the analysis that you've made, but if
13 I understand correctly, if I'm looking at the X-
14 factor, essentially what you did is consider
15 productivity studies as well as a candidate for HQT's
16 productivity, correct?

17 A. Yes, but productivity studies,
18 benchmarking studies, and regulatory decisions
19 pertaining to them in addition to the Khan Method.

20 Q. So you're -- you're ahead of me
21 because I was going to refer to you to the decision
22 from the -- from the Régie in the distributor case, D-
23 2018-7 -- 77, and essentially two paragraph you have
24 there, the decision, two paragraph, 150 and 151 and
25 152. And I will read it in French. I take for

1 granted that you must have, I guess, a translation of
2 this -- this decision already.

3 A. And, pardon me, which decision is
4 this?

5 Q. It's the decision from the Régie in
6 the HQD Phase III file.

7 A. Phase III. Okay.

8 Q. So 2018-77 -- 67, sorry.

9 A. I'll listen and --

10 Q. Okay.

11 A. -- put it in front of me if I need
12 to.

13 Q. Au-delà de ce dernier constat, la
14 Régie juge que cette tendance à la baisse pour le
15 facteur de productivité...

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Maître Hamelin...

18 Me PAULE HAMELIN :

19 Oui.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 On...

22 Me PAULE HAMELIN :

23 Ah! Oui. C'est vrai. Votre
24 recommandation de base.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Oui. C'est ça. Alors, pour la lecture.

3 Et puis j'en profite, nous n'avons pas de sténographe.

4 Me PAULE HAMELIN :

5 Ils vont faire les notes

6 sténographiques à partir de l'enregistrement. Alors,

7 si jamais vous allez...

8 Me PAULE HAMELIN :

9 Raison de plus.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 ... trop vite et qu'il y a des mots qui

12 sautent, le sténographe ne pourra pas vous reprendre

13 pour vous poser la question. Alors, y aller lentement.

14 Me PAULE HAMELIN :

15 Parfait. Alors, je vais reprendre le

16 paragraphe 150 :

17 Au-delà de ce dernier constat, la Régie

18 juge que cette tendance à la baisse

19 pour le facteur de productivité ne doit

20 pas nécessairement se traduire par la

21 fixation d'un Facteur X négatif, tel

22 que recommandé par CEA.

23 [151] D'une part, la Régie juge que

24 l'analyse présentée par CEA pour

25 déterminer le Facteur X du

1 Distributeur, soit l'utilisation d'une
2 simple moyenne arithmétique à partir de
3 certains rapports d'experts choisis,
4 sans tenir compte des décisions des
5 régulateurs, et sans intégrer les
6 hypothèses ou le contexte de ces études
7 de productivité, est incomplète. Le
8 choix de l'expert de se limiter à
9 certaines données ne constitue pas une
10 position utile et éclairante pour la
11 Régie.

12 [152] Particulièrement, la Régie est
13 d'avis que pour offrir une
14 recommandation crédible, CEA devait
15 considérer les décisions des
16 régulateurs sur ces dossiers, puisque
17 ces derniers ont fait l'examen de la
18 preuve et ont statué en s'appuyant sur
19 celle-ci. Elle note qu'à l'exception du
20 Massachusetts, aucun régulateur n'a
21 approuvé une valeur négative au Facteur
22 X, en dépit de rapports d'experts qui
23 proposaient une telle valeur lors de
24 l'examen de ces dossiers.

25 So, I understand that in -- in your report, and if I'm

1 looking at pages 7, you have listed various studies
2 and benchmarking: Europe, New Zealand, Australia, et
3 cetera. And also, in your -- your presentation this
4 morning you have referred also to this notion of
5 productivity study, benchmarking studies. You have
6 referred essentially to two international studies -- my
7 understanding is that essentially Australia and U.S. --
8 covering various companies. And essentially, I've
9 noted as well that you consider mostly Australia and
10 U.S. because the others were not that much
11 determinant. Having said that, could you point us to
12 any decisions from the regulators for let's say
13 Australia and U.S. that you have considered in -- in
14 your report? And also, just to be a little bit more
15 precise, especially on the X-factor, of course.

16 Mr. JAMES M. COYNE:

17 A. Surely. Yeah, it's -- it's a
18 problem we recognized and -- and read that careful --
19 the decision from the Régie very carefully in HQD and
20 -- and we saw its clear preference for decisions as
21 well as the studies that accompanied them and that's
22 why we addressed that issue in our report. We have a
23 problem here because there -- you do not have a robust
24 group of decisions for transmission carriers because
25 performance-based rate-making is not as common for

1 transmission companies as it is for -- for
2 distributors.

3 In the case of distributors, we and
4 other witnesses could point to a group of decisions,
5 and we can sort them through, and we could average the
6 results in relationship to the studies that supported
7 them. And -- and here, we don't have that ability in
8 North American. This is -- this and the Hydro One
9 proceeding are the first two proceedings that would
10 establish a performance-based rate-making program for
11 a transmission company. So we don't have a group of
12 U.S. or North American decisions that we could point
13 to that would provide the Régie with the comfort that
14 had in its deliberations on HQD.

15 When we look internationally, we can
16 find -- as I discussed in my opening remarks, we can
17 find an outdated decision from 2012 for the
18 transmission networks by Ofgem. But Ofgem has a
19 different model. They don't use "I" minus "X". And
20 in that case, they were relying on study data that
21 dated back, as I mentioned, from 1970. So they had an
22 older study that they relied upon to set their
23 judgment on what an appropriate efficiency target was
24 for Opex.

25 But the way it works in the UK is it's

1 up to the companies to come to Ofgem with a forecast
2 of Opex and a forecast of Capex and a building-block
3 framework. And stakeholders and then Ofgem evaluate
4 the efficiency of that forecast according to that as
5 one metric, and other inputs, to determine -- and how
6 they compare against other filings for other
7 distributors to make a determination as to whether or
8 not it's an acceptable forecast of costs over the
9 period. So there's nothing in that framework that is
10 comparable to what we're looking at here, an I-minus-X
11 factor for Opex for HQT.

12 If you look to Australia, as was
13 pointed out by -- well, as we have pointed out in our
14 evidence, the Australia Energy Regulator updates
15 studies through a consultant for its transmission
16 networks on an annual basis, and then it uses those
17 studies in the same type of framework -- it's a
18 building-block model; it's not an I-minus-X framework
19 -- to determine whether or not the transmission
20 providers have submitted an efficient forecast for
21 Opex and capital in its evaluation for rate-making
22 purposes.

23 The one decision that has been pointed
24 out by PEG incorporating a recent study was in the
25 case of TasNetworks where the regulator assumed a zero

1 percent efficiency for Opex. And as I mentioned, it's
2 -- it is the smallest of the companies in Australia;
3 and it is the one company that has a history of
4 positive productivity, as mentioned, for Opex; and
5 it's not -- and it's not at all like the other
6 companies in terms of their trends.

7 So we didn't feel as though there were
8 any decisions that could provide a supporting basis
9 for establishing an X-factor for HQT in this decision,
10 that we needed to rely on the studies that have been
11 done for HQT and the other international
12 productivities in order to inform the Régie's
13 judgment.

14 Q. Okay. If I go back to -- to your
15 answer, if I understand correctly, when you're saying
16 that you have considered the decisions from the
17 regulator, it would be essentially the Ofgem decision
18 of 2012 as well as commenting on the decision cited by
19 PEG in its -- in its report of Australia, Tas...

20 A. TasNetworks, yes.

21 Q. Okay. TasNetworks.

22 A. Yes.

23 Q. Okay.

24 A. And -- and we placed no weight on
25 those because the --

1 Q. I understand.

2 A. -- the circumstances were not
3 comparable, yeah.

4 Q. Okay. I understand your answer.
5 With respect to the Ofgem decision, would it be
6 possible, and probably it's in your report but it was
7 often difficult to either identify if it was a
8 benchmarking study or again a decision from the
9 regulator, would it be possible for you to provide us
10 with the -- the reference and -- and possibly a link
11 to that decision?

12 A. Yes, we can.

13 Q. Okay. I would like to have that
14 as... engagement numéro 1, fournir la décision de deux
15 mille douze (2012) du régulateur Off...

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Je m'excuse, Maître Hamelin.

18 Me PAULE HAMELIN :

19 Oui.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 C'est juste parce qu'hier on avait
22 fait...

23 Me PAULE HAMELIN :

24 Ah! On est rendu à plusieurs... Oui,
25 tout à fait.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Je pense qu'on est rendu...

3 Me PAULE HAMELIN :

4 Alors, on est rendu dans quel
5 engagement?

6 LA GREFFIÈRE :

7 Engagement numéro 8.

8 Me PAULE HAMELIN :

9 8?

10 LA PRÉSIDENTE :

11 7. 8? Ah! Oui, c'est vrai. Excusez-moi.
12 Alors, 8, engagement 8.

13 Me PAULE HAMELIN :

14 Alors, engagement numéro 8, nous
15 fournir la décision Ofgem de deux mille douze (2012),
16 soit essentiellement la référence ou avec un lien qui
17 nous permettrait d'y avoir accès.

18

19 E-8 (HQT) : Fournir la décision de Ofgem de 2012 ou
20 fournir la référence avec un lien
21 permettant d'y avoir accès (demandé par
22 EBM)

23

24 Mr. JAMES M. COYNE:

25 A. And would you also like the --

1 would you -- would you like the link for the
2 Australian decision as well? Is that your next
3 request?

4 Q. Yes, I would like that as well.

5 A. Okay.

6 Q. Okay. So we will be able to make
7 our own comments on that decision as well. And if I'm
8 -- I'm referring to -- if I'm trying to refer to a
9 decision that has determined an X-factor, I understand
10 from the Régie's decision in the HQD case, and I think
11 that you've cited that decision today in your
12 presentation at page 10 -- first of all, maybe I'd
13 like to verify with you if we're referring to the same
14 decision at page 10 of your presentation. You are
15 referring to a recent decision from Massachusetts?

16 A. Yes, we are.

17 Q. Okay.

18 A. Would you like that decision as
19 well?

20 Q. Yes, I would like to have that
21 decision as well. I know that it's -- first of all, I
22 just want to make sure that my understanding is
23 correct. It's the same decision that the Régie has
24 referred to in its decision dated (2:00:46 - Speaking
25 in French) so in Phase III of HQD?

1 A. I believe it is.

2 Q. Okay. And I've noted from the --
3 the quote and also from the Régie's decision that it's
4 indicated that there are no other jurisdiction in
5 North America that has -- that has approved a negative
6 X-factor to date. In your opinion, and considering
7 that you've done verification of all the available
8 decisions, would you still believe that it's still the
9 -- the only decision that has approved a negative X-
10 factor?

11 A. I'm not aware of any decisions that
12 I have been made since then. And as indicated on this
13 page 10, the one that's pending is from Massachusetts
14 National Grid, so I believe this would be the next
15 decision that we would have in North America that I'm
16 aware of.

17 Q. And the Ontario Hydro One possibly
18 as well?

19 A. And Ontario Hydro which is also
20 pending. Thank you.

21 Q. Okay. I would like to now refer
22 you to an answer given to IR that was asked by FCEI.
23 It's HQT-13, document 5.1, answer 11.4 at page 41, and
24 it's B-148.

25

1 M. LUC DUBÉ :

2 Excusez, quelle question?

3 Me PAULE HAMELIN :

4 C'est la question 11.4 à la page 41.

5 Est-ce que je me... je n'ai pas la bonne... Est-ce que
6 vous avez... C'est bon?

7 Mr. JAMES M. COYNE:

8 A. Yes.

9 Q. Okay. So, again, I will read the
10 question that was put to you in French, and then I'll
11 switch to your answer in English. The question that
12 was asked is the following:

13 Veuillez expliquer les démarches
14 effectuées par l'expert pour confronter
15 les résultats de son évaluation du
16 Facteur X avec la réalité
17 opérationnelle anticipée pour les
18 années 2020 à 2022.

19 In your -- your answer, you indicated that you did not
20 review a forecast of HQT costs that would be subject
21 to the X-factor. The recommended X-factor is based on
22 the consideration described in your report. You have
23 also indicated that these factors did not include a
24 comparison of the revenues from application of the X-
25 factor to a forecast of HQD operating expense;

1 although, we have had several discussions with HQT
2 regarding its operational cost drivers.

3 So other than the discussions mentioned
4 in the paragraph above, have you reviewed any
5 documents from HQT in relation to potential efficiency
6 gains?

7 A. Not historical. Potential
8 efficiency gains. No, those -- those have been based
9 on our discussions with the company as we have
10 described both its past track record of operations, as
11 well as what's going on in the business and what it
12 can expect in the future.

13 Q. Okay.

14 A. But I don't recall any formal
15 documentation that we reviewed that pertained to the
16 future operating environment.

17 Q. Okay. I understand from your
18 answer therefore that if I refer you to a document
19 entitled "Efficiency" that has been filed in this
20 current rate case, which is document HQT-3, document
21 1B-0007 that was filed by HQD, you -- you -- based on
22 your answer, you have not reviewed this document?

23 A. I'll have to look at the document
24 to --

25 Q. Okay.

1 A. -- to refresh my memory.

2 Q. I have additional copies if...

3 A. Let's see if we have.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Maître Hamelin...

6 Me PAULE HAMELIN :

7 Oui.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 ... est-ce que vous pourriez me

10 rappeler la cote? C'est HQT-3 ou B...

11 Me PAULE HAMELIN :

12 Alors, c'est HQT-3, Document 1, B-7.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Merci.

15 Mr. JAMES M. COYNE:

16 A. Thank you. I've reviewed it.

17 Q. Okay. So I -- just for the

18 transcripts, I have -- I understand that Mr. Dubé has

19 -- has briefed you a little bit on this document

20 "Efficiency," correct?

21 A. Yes.

22 Q. Okay.

23 A. And I have seen it before.

24 Q. You have seen it before?

25 A. Yes.

1 Q. Was it given to you for the -- the
2 purpose of your report?

3 A. No, I have -- I have only seen it -
4 - only seen it recently and discussed it recently.

5 Q. Okay. And when was that?

6 A. About a week ago. As we were
7 preparing for hearings, I -- knowing that deficiency
8 would be a subject, I'd asked if there was anything
9 that was presented in the case that would summarize
10 the company's efficiency record.

11 Q. Okay.

12 A. And this document was shared with
13 us at that point in time.

14 Q. Okay. So I guess that now you've
15 noted that for instance -- if I'm looking at page 1 of
16 the document -- I'll read it in French:

17 À la section 5, le Transporteur
18 présente les principales initiatives
19 d'amélioration de l'efficience qu'il
20 réalise dans la gestion courante de ses
21 activités. Cela concerne les
22 améliorations des activités de
23 maintenance, section 5.1; les
24 améliorations des activités
25 d'exploitation, section 5.2; les

1 améliorations dans la réalisation des
2 projets, section 5.3 et l'innovation
3 technologique, section 5.4.

4 Finalement, l'ensemble de ces
5 initiatives a pour but de contenir
6 l'évolution des coûts et de maintenir
7 la fiabilité, la disponibilité et la
8 sécurité du réseau de transport.

9 I would refer you as well to another extract at the
10 section 5.1, page 13, entitled « Améliorations des
11 activités de maintenance » :

12 Les pistes d'efficience opérationnelle
13 en lien avec les activités de
14 maintenance touchent principalement la
15 poursuite de la transformation de la
16 direction principale, exploitation des
17 installations DPEI et l'amélioration de
18 la planification du retrait des
19 équipements sur le réseau de transport.

20 So, I understand that these efficiency statements made
21 by HQT were not essentially considered by you when you
22 prepared your report, correct.

23 Mr. JAMES M. COYNE:

24 A. - Pardon me one second.

25

1 Me PAULE HAMELIN :

2 Je veux juste vous... Pardon, Madame...
3 on est quand même en contre-interrogatoire d'un
4 expert, alors...

5 Me YVES FRÉCHETTE :

6 C'est tout à fait possible au panel de
7 se consulter, comme ça a toujours été le cas dans le
8 cadre de la réglementation depuis les audiences que
9 j'ai le plaisir d'être devant vous. Il n'y a aucune
10 difficulté ici à se consulter pour vous donner une
11 réponse complète, surtout qu'on utilise des documents
12 en français, qu'on n'a pas soumis des versions
13 anglaises. Alors, les gens se consultent pour être
14 certains que la compréhension soit la bonne. Puis
15 comme monsieur Coyne l'a dit, il a eu le document de
16 notre part tout récemment, c'est une discussion
17 générale. Alors, c'est une façon de pouvoir répondre
18 entièrement aux questions qui sont posées et d'être en
19 mesure d'être en écho aux questions qui sont posées à
20 ma collègue. C'est une démarche tout à fait légitime.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Maître Hamelin, avez-vous quelque chose
23 à rajouter?

24 Me PAULE HAMELIN :

25 Bien, premièrement, on est en contre-

1 interrogatoire d'un expert, il y a une question peut-
2 être de crédibilité ici. Alors, dans...

3 Me YVES FRÉCHETTE :

4 Ça, ça se plaide, ça.

5 Me PAULE HAMELIN :

6 Bien, c'est parce que ça... c'est parce
7 qu'une fois que la réponse est fournie par le
8 représentant d'HQT, la question de la crédibilité... À
9 partir du moment où le dentifrice sort du... Alors, on
10 comprend que...

11 LA PRÉSIDENTE :

12 C'est dur pour la pâte à dent.

13 Me PAULE HAMELIN :

14 ... ça aide, ça aide à la réponse à
15 être donnée. Alors, je voulais juste le...

16 Me YVES FRÉCHETTE :

17 Bien, ça, vous ferez vos
18 représentations. Mais une chose est sûre, c'est que
19 monsieur Coyne a répondu de façon très claire et très
20 candide. Son rapport n'a pas été fait en utilisant ces
21 informations. Il a reçu la pièce il y a quelque temps
22 déjà en se préparant pour les fins de cette audience-
23 ci sachant que l'efficience serait un sujet. Alors,
24 c'est une façon pour lui d'être en écho aux
25 préoccupations qui étaient devant la Régie.

1 Alors, moi, je suggère à ma collègue de
2 continuer sont contre-interrogatoire. Laissez les
3 témoins se concerter comme on l'a toujours fait pour
4 qu'ils puissent répondre adéquatement. Puis si elle a
5 des choses à plaider sur la crédibilité des gens, bien
6 écoutez, il y a un forum parfait pour ça, ça s'appelle
7 la plaidoirie.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 C'est... Oui. Et je voudrais juste
10 rappeler que l'expert, évidemment, est là pour nous
11 donner son éclairage.

12 Me YVES FRÉCHETTE :

13 Il va le faire.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Si les questions... Oui. Je n'en doute
16 pas. La question, c'est de savoir si on souhaite avoir
17 son opinion à lui sur les nouvelles données. Alors,
18 comment cela aurait pu ou pas modifier son opinion de
19 son rapport? Il faudrait qu'il nous donne sa réponse
20 avant. Maintenant, s'il veut la compléter par la suite
21 après consultation, c'est une chose, mais il faudrait
22 avoir, à tout le moins, son opinion à lui, sur comment
23 certaines données peuvent influencer ou comment il
24 aurait pu nuancer.

25 Ceci dit, s'il a besoin de temps pour

1 prendre connaissance des documents des documents, ça,
2 on peut lui donner du temps. Il n'y a pas de problème.

3 Me YVES FRÉCHETTE :

4 Je vous entends très bien. Mais,
5 n'oubliez pas la frontière, la barrière qui est celle
6 de la langue, là. Quand on utilise des textes en
7 français, bien évidemment, pour assurer une bonne
8 compréhension que les gens discutent, ça, il n'y a pas
9 de souci là, mais je m'en remets à vous. On a bien
10 compris le message.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Juste un instant. Alors, ce qu'on
13 voulait souligner...

14 Me YVES FRÉCHETTE :

15 Vous avez délibéré.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Rapidement. Alors, c'est pour rajouter
18 aussi au fait que, effectivement, il y a le problème
19 de la langue, mais il y a des traducteurs. Maître
20 Hamelin a pris le soin de lire les pages ou, en fait,
21 les extraits des pages. D'ailleurs, vous avez indiqué
22 la page 1, mais c'est la page 5 que vous avez citée.
23 Alors, c'est juste pour...

24 Me PAULE HAMELIN :

25 Ah! Pardon.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 ... quand on a arriver aux notes
3 sténos, là, on va se...

4 Me PAULE HAMELIN :

5 Merci.

6 LA PRÉSIDENTE :

7 ... on va se mêler. Alors, mais...

8 Me YVES FRÉCHETTE :

9 Tout à fait.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 ... mais effectivement, il y a eu...
12 elle a lu les extraits pertinents qui ont été
13 traduits.

14 Me YVES FRÉCHETTE :

15 Tout à fait. Tout à fait. Mais, quand
16 on... quand on examine... Vous savez, quand on examine
17 la rubrique 5.1 puis qu'on lit l'introduction puis
18 qu'ensuite, l'introduction s'ajoute trois pages par la
19 suite... Je suis d'accord avec vous qu'il y a eu une
20 introduction. On a lu le premier paragraphe de la
21 rubrique 5, 5.1, mais il y a tout un élément qui suit
22 par la suite qui est la preuve que vous entendue dans
23 l'autre dossier, alors...

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Oui, je suis d'accord.

1 Me YVES FRÉCHETTE :

2 Mais, moi, je n'ai pas de souci, je
3 comprends.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Mais, si monsieur Coyne ou Yardley ne
6 comprend pas la question parce qu'on n'a pas lu
7 suffisamment d'extraits...

8 Me YVES FRÉCHETTE :

9 Parfait.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Je suis convaincue qu'il a assez
12 d'expérience à titre de témoin...

13 Me YVES FRÉCHETTE :

14 Parfait.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 ... qu'il va demander de plus amples
17 renseignements à maître Hamelin.

18 Me YVES FRÉCHETTE :

19 Et vous pourriez me dire qu'il y a un
20 réinterrogatoire aussi, et c'est tout à fait possible.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Exactement.

23 Me YVES FRÉCHETTE :

24 Je vous remercie.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Je vous remercie. Alors, Maître
3 Hamelin.

4 PAULE HAMELIN:

5 Q. So I will re-ask the -- the
6 following question. Based on your previous answer,
7 Mr. Coyne, I understand that for the purpose of your
8 report you have not considered the -- the extracts I
9 just read to you on the efficiency document filed by -
10 - by HQT, correct?

11 Mr. JAMES M. COYNE:

12 A. That's correct. What I cannot say
13 is that we didn't consider the discussion because we
14 had discussions with the company prior to -- our --
15 our report was submitted simultaneously with this
16 report for HQT in -- in July, so we did not review it
17 require to the submission of our report. What we did
18 is we had discussions with the company prior to that
19 regarding its effort at extracting operating
20 efficiencies prior to and on a going-forward basis.
21 We reviewed the [indiscernible] data together, et
22 cetera. But we did not review this document, no.

23 Q. Okay. Have you considered the
24 evidence of this rate case and certain of the
25 representations made by HQT to the effect that it --

1 it intends to do all its maintenance strategy for the
2 future? Have you followed a little bit what -
3 - what happened in this rate case on the -- the
4 maintenance costs and -- and what we call the...

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Monsieur Dubé, c'est parce qu'on vient
7 d'avoir toute une discussion. Mais c'est parce que là
8 ce qu'on souhaite avoir, c'est l'opinion...

9 M. LUC DUBÉ :

10 R. Bien, la question, peut-être
11 qu'elle n'est pas assez claire, j'essaie juste de
12 mettre un contexte à savoir, ce qu'elle fait
13 référence, c'est qu'avant, on a constaté en transport
14 qu'on réalisait soixante-dix pour cent (70 %) ou, je
15 ne me souviens plus des chiffres, de la stratégie de
16 maintenance et que maintenant, l'argent qu'on demande,
17 on demande cent pour cent (100 %) du budget, donc cent
18 pour cent (100 %) de la réalisation du budget.

19 Je ne pense pas qu'avec la question que
20 maître a... et avec tout mon respect, était
21 suffisamment claire pour que mon témoin ici puisse
22 répondre. C'est seulement cet aspect-là que je lui
23 expliquais.

24 Q. Mais, s'il n'est pas capable de
25 répondre...

1 R. O.K.

2 Q. ... soit parce qu'il ne comprend pas
3 la question et il redemandera d'expliquer la question
4 ou soit il nous dira « je ne suis pas capable de
5 répondre. »

6 R. Parfait.

7 Mr. JAMES M. COYNE:

8 A. Are you referring to the asset
9 management plan?

10 PAULE HAMELIN:

11 Q. Yes, but mostly on the question of
12 making sure to do all the maintenance costs in a year.
13 I don't know how to say that in English, so we refer
14 to the notion of that must be done in a year to avoid
15 going back to the Régie and ask for more revenues on -
16 - on that topic. So with the information -- the
17 additional information, have you considered this --
18 this aspect in the efficiency...

19 A. Maybe I -- maybe I could break your
20 question into what I do understand --

21 Q. Okay.

22 A. -- and you could tell me if the
23 answer is sufficient. What I did consider was the
24 company's MGA program and the impact it was having on
25 its overall Opex expenditure pattern historically and

1 it's -- and it's need for increasing those MGA
2 expenses in its application for increasing that in
3 this rate case. What we -- there was another aspect
4 of your question that I think maybe pertains to what's
5 been the discussions in these hearings pertaining to
6 those expenditures, and I have not been following
7 that, no.

8 Q. Okay.

9 A. Does that respond to your question?

10 Q. Yes, thank you. Just a general
11 question with respect to HQT's productivity analysis.
12 Would you agree that some of the Opex are related to
13 the what we call croissance de réseau de transport?
14 And I'll try to translate that as the networks growth.

15 A. Yes. We factor in growth in our --
16 in our calibration of the Khan Method for that reason.

17 Q. If I'm looking at the table that
18 you've provided in your report -- I'm referring to your
19 July 2018 report -- it's -- it's HQD-4, document 2.1,
20 B-13, at page 18, where you summarize the Kahn-factor
21 calculation.

22 A. I'm with you.

23 Q. Okay. For your 2017, we see a big
24 increase in the operating expenses. Have you verified
25 with HQT the reasons or the explanation for this big

1 increase in operating expenses?

2 A. I believe we did back in July --
3 well, prior to July, actually, in the period leading
4 up to the submission of the report, but I don't recall
5 what that specific discussion was at this point in
6 time. I do see that we have some footnotes there, but
7 they do not pertain to 2017. I -- we cite -- some of
8 reasons for those increases, as discussed this
9 morning, in terms of the asset management plan and
10 NERC CIP compliance expenditures and the backup
11 automation system, but I don't have the data in front
12 of me that would pinpoint the difference between those
13 two without looking at the backup data. We did -- we
14 did examine the backup data at that point in time to
15 look at the add-up.

16 Q. We referred this morning to
17 Australia and the regulator AER. Have you considered
18 the November 2018 document which -- which is called
19 "Annual Benchmarking Report"?

20 A. I have looked at the report. When
21 you say have we considered it, that was -- that was
22 published after we --

23 Q. Yes, of course.

24 A. -- we submitted our evidence. I
25 have looked at it since then, so I was aware of it,

1 yes.

2 Q. Okay. Would it be possible for you
3 to provide us with a copy, je prends pour acquis que
4 l'engagement 8 faisait référence à l'ensemble des
5 décisions, tout à l'heure, ensemble, of that updated
6 November 2018 benchmarking report?

7 A. Certainly.

8 Q. So that will be Undertaking Number
9 9.

10 A. Is this undertaking number nine
11 then?

12 Q. Yes.

13 A. Okay.

14 Q. So I can repeat that for -- for the
15 transcripts. Copy of the November 2018 annual
16 Benchmarking Report of AER.

17

18 U-9 (HQT): To provide a copy of November 2018 AER
19 report titled "Annual Benchmarking
20 Report"

21

22 A. Yes, we'll do so.

23 Me PAULE HAMELIN :

24 Ah! Oui. Un lien peut faire l'affaire
25 effectivement parce que si c'est volumineux.

1 Q. Alors, juste quelques questions
2 rapides pour le reste du panel. On a parlé ce matin de
3 la PMF et notamment de l'échéancier. Je reviens à
4 l'échéancier que vous aviez proposé dans votre preuve.
5 C'est la pièce HQT-4, document 2, B-0012, à la page
6 10. Et j'ai compris, si je ne me trompe pas, que
7 naturellement avant de retenir l'expert vous voudriez
8 avoir entre vos mains la décision que la Régie va
9 rendre dans le présent dossier en vue de choisir
10 l'expert. Juste, ma compréhension est correcte là-
11 dessus?

12 M. LUC DUBÉ :

13 R. Bien, c'est certain que c'est
14 l'idéal d'avoir en main l'ensemble dans lequel va
15 oeuvrer le Transporteur dans son prochain MRI, là.

16 Q. O.K. Et en fonction de ça, est-ce
17 qu'on peut penser que l'échéancier que vous aviez
18 proposé est toujours réaliste?

19 R. On croit que oui.

20 Q. Et je reviens sur la discussion
21 qu'il y a eu ce matin au niveau de la méthodologie. Je
22 voulais juste être sûre de bien comprendre votre
23 position. C'était que, premièrement, on voulait régler
24 la question de la méthodologie en premier et que si,
25 au niveau de la méthodologie, il y a un débat, à ce

1 moment-là, votre position, ce serait qu'on ait une
2 étude, par exemple, HQT et possiblement, au niveau des
3 intervenants, une autre étude et que ça se limite à
4 ça. Et si, par exemple, au niveau de la méthodologie
5 tout le monde s'entend sur la méthodologie, bien il
6 pourrait à ce moment-là y avoir plus qu'une étude
7 multifactorielle. Est-ce que j'ai bien compris votre
8 position?

9 R. En fait, ce que je voulais dire ce
10 matin, c'est que si effectivement il y a un débat sur
11 la méthodologie et qu'on arrive à un consensus via une
12 décision de la Régie, non, ce qu'on proposait, c'est
13 qu'une seule étude soit produite.

14 Q. Ah! O.K.

15 R. Mais, par contre, ce que je ne
16 voulais pas exclure, c'est si les intervenants ont
17 besoin d'avoir recours à un expert pour commenter
18 cette étude-là, il n'y a pas d'enjeu, mais c'est qu'il
19 y ait une seule étude de soumise pour éviter d'avoir
20 un deuxième débat méthodologique en phase d'exemple de
21 cette étude-là, là.

22 Q. Okay. And, Mr. Coyne, just for my
23 knowledge, have you ever done a PMF study before?

24 Mr. JAMES M. COYNE:

25 A. Yes.

1 Me PAULE HAMELIN :

2 Peut-être juste me permettre de
3 vérifier si j'ai tout couvert, quelques instants. Ça
4 complète mes questions. Merci.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Je vous remercie beaucoup. Il est midi
7 moins quart (11 h 45). Le prochain sur la liste en
8 avait pour trente (30) minutes. Ce qu'on va faire,
9 c'est qu'on va prendre la pause lunch tout de suite et
10 on va revenir pour treize heures (13 h) avec la FCEI à
11 ce moment-là. Je vous remercie beaucoup.

12 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

13 REPRISE DE L'AUDIENCE

14

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Bonjour Maître Turmel.

17 CONTRE-INTERROGÉS PAR Me ANDRÉ TURMEL:

18 Bonjour, Maître Duquette. Bonjour aux
19 Membres du banc. Contre-interrogatoire pour la FCEI.
20 Alors, je vais laisser la dernière témoin s'asseoir.
21 Bonjour à tous. Bonjour au Panel. Good afternoon Mr
22 Yardley and Mr Coyne, well comeback.

23 Mes premières questions donc vous allez
24 peut-être auprès de monsieur Dubé. En fait, deux
25 petites lignes de questions, Monsieur Dubé. Simplement

1 pour revenir sur l'étude de la productivité
2 relativement... on a parlé, bon, de la méthodologie.
3 Si j'ai bien compris, vous me dites si... de vos
4 propos ce matin, c'est qu'une fois que, suite à un
5 débat, il y a une entente ou que la Régie tranche la
6 méthodologie, tous seront informés de quelle
7 méthodologie utilisée et que, vous, vous avez indiqué
8 que HQT, en conséquence, souhaitiez un seul expert.
9 C'est ça que j'ai compris.

10 M. LUC DUBÉ :

11 R. En fait, oui, effectivement. Une
12 fois que la décision sur la méthodologie sera rendue
13 par la Régie, on se conformera à cette décision-là
14 pour notre expert et il y aura un seul... Notre
15 proposition, c'est qu'il y aurait un seul... Oui, une
16 seule étude...

17 Q. Une seule étude. Oui, c'est ça.

18 R. ... de soumise.

19 Q. Une seule étude. Et vous avez
20 indiqué également, si j'ai bien compris, fort de ça,
21 évidemment que les intervenants, la communauté devant
22 la Régie ici pourra commenter en conséquence.

23 R. Oui. Oui.

24 Q. O.K. Parfait.

25 R. Qu'on a appelé les résultats de

1 l'analyse. Donc...

2 Q. Parfait.

3 R. ... s'ils ont besoin d'experts ou
4 non, ce sera à leur guise là de...

5 Q. Je veux voir, je veux mesurer avec
6 vous votre degré d'ouverture ou de sensibilité à deux
7 propositions. Quelle est votre approche, par exemple,
8 ce seraient les intervenants qui feraient faire
9 l'étude et que vous, évidemment, vous seriez dans la
10 position inverse, vous commenteriez. T'sais, on serait
11 dans la position inverse. Est-ce que c'est quelque
12 chose d'antinomique, d'incroyable, inacceptable ou, au
13 contraire, de rafraîchissant?

14 R. C'est certain que même si ça semble
15 rafraîchissant, je dirais que ce serait un nouveau
16 concept, une nouvelle façon de faire, mais c'est
17 certain que la difficulté qu'on voit, c'est ça, les
18 données sont quand même chez nous, la connaissance des
19 activités et tout ça. Donc, ça amènerait probablement
20 un degré de difficulté supplémentaire. Je sais, je
21 parlais avec Jim, peut-être que Jim peut rajouter ce
22 qu'on voit aussi ailleurs sur... dans l'industrie sur
23 ces études-là.

24 Mr. JAMES M. COYNE:

25 A. Yeah, that is refreshing. I -- I

1 haven't seen it done that way before, and I think
2 there are probably some practical reasons why for the
3 participants to consider. One is, as Mr. Dubé just
4 mentioned, the data required for these -- these
5 studies typically resides with the utility, but that
6 in and of itself does not prevent any analyst from
7 requesting the data they need for the study. The
8 other way that I've seen it done is that the regulator
9 has retained a consultant to provide the study, that's
10 also possible.

11 In the case of -- just to give you a
12 few recent examples, in the case of Ontario, Hydro One
13 has presented a study that was prepared a consultant
14 that it retained. And the Board, the Ontario Energy
15 Board, went out with an RFP to hire consultants to
16 examine the study that was prepared by the utility and
17 that -- that's probably more typical, where the
18 utility takes the lead and then either the Board or
19 participants would retain a consultant to examine that
20 study for its - for the underlying parameters and the
21 methods used.

22 In Australia, as I mentioned, the --
23 the regulator hires a consultant that it uses on an
24 ongoing basis to prepare those studies. I'd have to
25 say that the -- the reverse of your question would be

1 how not to do it, and I would have to say that almost
2 anyone involved in Alberta would probably say that's
3 not the way to do it. Because in Alberta, you ended
4 up with the Board -- the Board hiring a consultant,
5 the utilities hired a consultant, and the interveners
6 hired consultants. So you ended up with four or five
7 conflicting studies and a very, very difficult record
8 to interpret at the end of the day for the Commission,
9 and I know this from having talked to the
10 Commissioners about that record. So I would say for
11 viable methods, it could be the utility, from our
12 experience, presenting a study that the participants
13 would respond to, or the Board deciding it wanted to
14 hire its own consultant; in which case, there would be
15 some input pertaining to -- to the scope of the study
16 and the data required, et cetera.

17 Q. Merci. Alors, ma question, Monsieur
18 Dubé, est à vous, mais vos experts ont donné une
19 couleur à ça, mais je reviens. Donc, je retiens quand
20 même que rien n'est impossible et c'est une question
21 aussi de - à qui appartiennent les données, hein,
22 l'utilisation des données. Je comprends de ce que
23 votre expert a mentionné, c'est que, évidemment, une
24 fois que les données sont identifiées, ça peut
25 toujours être très transparent, mais surtout, je

1 retiens que aussi le règlement, le régulateur, la
2 Régie elle-même pourrait commander cette étude, elle-
3 même faire le choix de l'expert.

4 Vous comprenez qu'il y a toujours une
5 question de qui... on sait bien que, l'expert, c'est
6 un expert indépendant, il n'est pas là pour
7 représenter la position de l'utilité aux intervenants,
8 mais dans la vraie vie, il est toujours utile d'avoir
9 un choix d'un expert par un régulateur, par exemple.
10 Donc, vous n'êtes pas fermé à ce que ce soit la Régie
11 elle-même qui commissionne, j'allais dire, mais qui
12 commande l'étude et qui en trace les paramètres et qui
13 en trace aussi les données à être extraites ou pas là?

14 M. LUC DUBÉ :

15 R. Je persiste encore à dire que la
16 façon la plus facile, la plus vue ailleurs qui est la
17 plus facile à faire, ça demeure celle de HQT qui
18 demeure celui qui va fournir l'analyse avec son
19 expert, effectivement, indépendant. Après ça, comme le
20 soulignait notre expert tantôt il y a quelques
21 minutes, si la Régie veut s'embaucher un expert pour
22 venir commenter l'étude, si les intervenants veulent
23 s'embaucher un expert pour commenter l'étude, on n'a
24 pas d'enjeu à ce sujet-là.

25 Q. Évidemment...

1 Mme WAHIBA SALHI :

2 R. Excusez-moi, je vais compléter la
3 réponse. Je pense qu'on nous le dit souvent que le
4 fardeau de la preuve est quand même auprès du
5 Transporteur, donc là c'est comme on veut inverser la
6 situation puis que le fardeau de la preuve soit chez
7 les intervenants. Je pense que pour les dossiers du
8 Transporteur, idéalement, le fardeau est au
9 Transporteur.

10 Q. Mais évidemment, puisque vous,
11 Monsieur Dubé, O.K. Votre expert vous parle là.

12 Mr. JAMES M. COYNE:

13 A. Mr. Turmel, if I may supplement
14 with what we just experienced in British Columbia, it
15 may be a useful comparative. There, the Fortis B.C.
16 is now entering its next generation of -- of multi-
17 year rate plan. And the Commission, after the last
18 multi-year rate plan, was concerned that it didn't
19 have a sufficient basis for setting -- determining
20 whether or not a stretch factor was required for
21 Fortis B.C., so it asked the company to provide a
22 benchmarking study that compared its operations with
23 other Canadian companies and to submit a report prior
24 to the development of the next-generation MRI.

25 And the way that worked was that the

1 company went out with an RFP to retain a consultant
2 with a scope that was determined by the participants
3 and the staff of the Board and --

4 Q. Sorry, when you say "the
5 participant," meaning the stakeholders?

6 A. Yes.

7 Q. Okay.

8 A. So the stakeholders along with the
9 Board and the Board staff determined this is what the
10 study should look like; this is what the scope should
11 be. And the company went out with an RFP and came
12 back with a recommendation of a consultant to provide
13 the study. And in -- in that particular case, we were
14 the experts that they recommended. But the scope of
15 the study was determined in advance by agreement
16 between all the parties and the -- and it's also the
17 case that the stakeholders and the Board ratified the
18 choice of the consultant as well as the scope, so
19 that...

20 Q. Okay. So this is interesting, the
21 idea of a stakeholder involvement with a choice of --
22 of -- if I'm -- if I understand well, that -- this is
23 what you say, the stakeholder involvement within the
24 choice of that -- for the study.

25 A. Both -- both the scope as well as

1 the choice.

2 Q. Yeah. Okay.

3 A. And then -- then the company
4 managed the work. And -- and in that case, we
5 presented the results of the study to the stakeholders
6 for their scrutiny.

7 Q. Okay. Merci. Monsieur Dubé, donc,
8 revenons à votre présentation, si vous voulez, en lien
9 avec la page 7 de votre présentation de ce matin eu
10 égard au facteur Z générique. Bon, j'ai bien compris
11 qu'à partir de la décision D-2018-001 où on avait
12 déterminé un peu le cadre du facteur Z, vous avez une
13 proposition pour un facteur Z générique qui permet,
14 là, d'aller chercher, comment dire, encadrer les coûts
15 à partir du jour 1, ce qui n'est pas le cas
16 actuellement, c'est bien ça, dans la situation
17 actuelle, ces coûts-là sont encadrés une fois la
18 décision prise c'est exact, juste confirmer qu'on est
19 bien...

20 M. LUC DUBÉ :

21 R. En fait, si on se réfère à
22 différents dossiers qu'on a eu dans le passé qui
23 pourraient ressembler à des facteurs Z, il y a eu
24 différents types de décision à l'effet soit de
25 retourner au jour 1 soit de se référer à une décision

1 de la Régie comme étant le jour 1 du moment de
2 récupération des coûts. Donc, il y a eu les deux
3 situations.

4 Q. Donc, dans les faits, l'objectif
5 premier c'est la réduction dans le temps d'un coût
6 flottant, d'une certaine manière pour qu'il soit
7 encadré, oui, encadré, c'est ça l'objectif.

8 R. En fait, l'objectif ultime, c'est
9 qu'à partir du moment où j'ai un événement sur un
10 réseau imprévisible, il faut que je sois en mesure
11 comme transporteur de réagir promptement à cet
12 événement-là et ne pas le laisser perdurer et donc, on
13 veut être capable d'agir dès maintenant. Mais vous
14 comprendrez que si, à termes, il y un délai d'un ou
15 deux ou trois mois, peu importe, et que le
16 transporteur n'est pas en mesure de récupérer ce
17 délai-là, mais que lui a déjà engagé des coûts, mais
18 ça devient un peu... le facteur Z, comme il est prévu,
19 ne fonctionne pas.

20 Q. Oui, ça dépend de votre risque,
21 c'est ce que je comprends.

22 R. Exact.

23 Q. Exact. Finalement, ce faisant, avec
24 la proposition que vous faites, votre risque, il est
25 réduit à cet égard, votre risque règlementaire

1 général. Il y a une période qui a été un peu molle
2 dans le temps, là, vous venez fixer à double tour,
3 ramener au jour 1 et en conséquence, le risque est
4 transféré de vous, HQT, aux intervenants d'une
5 certaine manière... oui, aux intervenants.

6 R. Correction. Je ne pense pas qu'il y
7 ait un impact sur le risque. En fait, ce qu'on veut
8 faire et éviter, c'est d'être pris dans un contexte où
9 on doit engager les coûts comme transporteur
10 responsable d'agir en temps opportun sur une situation
11 imprévisible. On se remet en contexte, on n'est pas en
12 train de vouloir capter l'ensemble des effectifs. Les
13 critères ont été établis par la Régie sur qu'est-ce
14 qui est un facteur Z. Donc, ce qu'on veut faire, c'est
15 simplement éviter le discours de débattre sur à quel
16 moment les coûts devraient être cumulés.

17 Dans un deuxième temps, ce qu'on
18 voulait joindre à ça, c'est une information de la
19 Régie, par lettre, peu importe, qu'une situation est
20 prévisible est survenue à partir de tel jour et que si
21 dans l'accumulation des coûts, on voit que les coûts
22 engagés dépassent le seuil et que là, on a besoin
23 d'aller faire une requête auprès de la Régie parce
24 qu'on croit qu'elle respecte les quatre critères qui
25 ont été définis par la Régie, bien, là, à ce moment-

1 là, il y aura dépôt officiel à la Régie d'une demande
2 de reconnaissance de ces budgets-là dans une tarifaire
3 X, soit celle suivante ou peu importe, mais c'est
4 vraiment tout simplement pour alléger le processus
5 règlementaire, être capable de s'assurer qu'on aura
6 pas des coûts que le transporteur devrait assumer,
7 quant à moi, ce n'est pas un transfert de risques, là,
8 c'est des coûts qui devraient être assumés par
9 l'ensemble de la clientèle parce que ça fait partie
10 des affaires courantes de l'entreprise. Donc, je ne
11 pense pas qu'il y a un transfert de risques à ce
12 niveau-là.

13 Q. Je n'en ai pas sur la méthode,
14 c'est plus sur l'impact. Au début, vous avez dit qu'il
15 y avait une réduction de risques, c'est une réduction
16 de risque, quelqu'un avait le risque, je le réduis. Le
17 risque, il n'est pas maintenu dans les airs, mais je
18 comprends que... quand on fixe le taux de rendement,
19 la détermination du taux de rendement, le risque est
20 un facteur, n'est-ce pas? C'est exact? Vous êtes
21 d'accord avec moi?

22 R. Clairement. Mais je voudrais
23 reprendre... Je veux juste finir ma phrase.

24 Q. Oui, oui, d'accord.

25 R. Mais clairement, si j'ai dit que

1 c'est un facteur de risques, moi, je ne pense pas, je
2 vais corriger ma phrase du départ. Ce n'est pas
3 nécessairement... Ça n'a pas rapport avec le risque.
4 Quand on établit le MRI dans son ensemble puis qu'on
5 établit des Y et des Z, ce mécanisme-là, en tant que
6 tel, considère l'ensemble des risques d'affaires du
7 Transporteur. Quand le huit point deux (8,2) a été
8 établi à l'époque, il considérait l'ensemble des
9 risques d'affaires qui devaient être assumés.

10 Là, ici, je ne suis pas en train de
11 changer le transfert de risques entre le Transporteur
12 ou la clientèle, je suis en train de juste vous dire,
13 un Z, si on veut qu'il fonctionne et qu'il touche
14 seulement les événements imprévisibles, bien, il le
15 faut, sinon il ne fonctionnera pas selon moi selon la
16 méthode qu'il est prévu de fonctionner. S'il ne nous
17 permet pas de cumuler les coûts dès le jour 1 de
18 l'événement, tant qu'à moi, le Z ne fonctionne pas.
19 C'est simplement ça, ici, qu'on veut venir refléter.

20 On n'est pas en train de parler de
21 transfert de risques ou d'autre chose. On est vraiment
22 de dire, on veut un principe réglementaire en place
23 qui reconnaisse, l'événement survient, qu'on a le
24 droit de cumuler les coûts et quand on aura
25 confirmation que cet élément-là se qualifie comme un

1 facteur Z, on ira pour fins d'approbation auprès de la
2 Régie pour faire reconnaître ces coûts-là. Sinon, si
3 c'est à l'intérieur du seuil ou, peu importe, qui sera
4 déterminé, bien, le Transporteur l'assumera. Mais on
5 n'est pas en train de gérer dans la question du
6 risque, là.

7 Q. Une dernière question là-dessus,
8 sur cette ligne. Oui.

9 Mme WAHIBA SALHI :

10 R. Maître Turmel, je vais rajouter un
11 petit complément à la réponse de monsieur Dubé. Si on
12 pouvait développer un dossier rapidement pour saisir
13 la Régie de l'événement qui arrive, puis il arrive,
14 l'événement, à huit heures (8 h) puis qu'à neuf heures
15 (9 h) on a déjà un dossier d'établi puis qu'on le
16 déposerait à la Régie, on le ferait. Moi, je pense que
17 l'objectif premier, c'est oui, de s'assurer de capter
18 les coûts, mais c'est aussi de permettre à la Régie
19 d'être saisie le plus rapidement possible. On ne va
20 pas attendre deux mois avant. Ce n'est pas en une
21 journée qu'on arrive à monter un dossier

22 Q. Mais je ne suis pas en désaccord
23 avec vous, Madame, là-dessus.

24 R. Donc, ça atteint aussi cet
25 objectif-là. Donc, le facteur Z générique, c'est pour

1 être en mesure...

2 Q. Pour être plus...

3 R. ... de saisir la Régie, de lui dire
4 qu'il y a quelque chose qui est arrivé. Bien
5 évidemment, ce facteur-là Z générique, la Régie va se
6 prononcer là-dessus. Donc, ça va être quelque chose de
7 connu au moment où les événements vont arriver. Donc,
8 l'objectif premier, c'est d'être en mesure de saisir
9 la Régie de l'événement au moment où il se produit.

10 Q. D'accord. Je comprends l'objectif
11 et je n'en ai pas contre l'objectif. On s'entend. Ma
12 dernière question là-dessus, je comprends que le
13 facteur Z, qu'on appelle exogène, le mot clé qui vient
14 avec, c'est imprévisibilité. C'est exact, Monsieur
15 Dubé? Et on veut atténuer l'imprévisibilité. Est-ce
16 que c'est exact de dire ça?

17 M. LUC DUBÉ :

18 R. Je ne l'interpréterai pas comme ça.
19 En fait, l'imprévisibilité, c'est qu'on veut être
20 capable de faire face à cette imprévisibilité-là puis
21 d'être capable de récupérer ces coûts-là lorsque
22 nécessaires auprès de la clientèle.

23 Q. O.K. Merci. So we go back now to
24 both Mr. Coyne and Yardley. So we will use your
25 PowerPoint, if you don't mind. You have to do your

1 job again. Sir, sorry, for that. You're good at that
2 now.

3 So I would ask you to go to page 4.
4 You are -- you are multi-tasked, which is rare for a
5 man, what they say. Anyway, page 40. Okay. I just
6 going to say it in French so -- to make sure the
7 Régie -- it's more clear in my mind, at least, so I'll
8 -- I go slowly, if you don't mind. Alors, je veux bien
9 comprendre. Dans le tableau, si je comprends bien,
10 lorsque l'on montre moins quatre pour cent (-4 %),
11 donc la colonne en dessous là, moins deux (-2 %),
12 moins quatre (-4 %), moins six pour cent (-6 %), plus
13 on est négatif, dans les faits, plus un facteur de
14 productivité il est négatif, ça démontre, par exemple
15 pour deux mille dix-sept (2017), une croissance
16 importante des coûts. Est-ce que c'est comme ça qu'on
17 doit comprendre le tableau?

18 Donc, en deux mille dix-sept (2017), on
19 est à moins cinq pour cent (-5 %), donc ce moins cinq
20 pour cent (-5 %) reflète de manière... reflète une
21 croissance importante des coûts. C'est ça que ce
22 tableau montre?

23 Mr. JAMES M. COYNE:

24 A. Yes, and specifically it -- it
25 suggests that those costs are rising at a rate that

1 are greater than the Régie's two-factor inflation
2 measure.

3 Q. Parfait.

4 A. Yeah.

5 Q. Exact. Et pour bien comprendre,
6 donc la ligne pointillée en gris, donc le « ten-year
7 trendline », dans les faits, cette ligne représente la
8 courbe de l'ensemble des rectangles que l'on voit en
9 gris, c'est exact?

10 A. It's a fitted -- mathematically,
11 it's a refitted regression line that -
12 - that matches those points, yes.

13 Q. Okay.

14 A. Creates a trend.

15 Q. Okay. Yeah, trend goes with
16 regression. I stop with regression study very earlier
17 in my career, so I won't go that far.

18 A. It's -- it's a simple trend.

19 Q. Okay. No, no, but -- no, I can
20 gather that.

21 A. Okay.

22 Q. So -- so what did -- and in fact,
23 your suggestion, now that we understand what the --
24 this graph means, is that you would -- you would use
25 only a five-year average, you said it, starting 2012,

1 ending 2017. You're using those -- those data, right?

2 A. It's actually the -- it's computed
3 as the -- as the change from -- to 2013 to 2017. Your
4 base year is 2012.

5 Q. Okay. Exactly. Yeah.

6 A. Yeah.

7 Q. Where -- and that gives the green
8 line -- that -- that result as a green line which
9 gives the minus 50 -- minus 60 -- minus 0.60 percent.

10 A. It's -- it's minus 0.64 --

11 Q. Oh, sorry.

12 A. -- percent, yes.

13 Q. Okay. And so -- and that's your
14 proposal where, for instance, if we use the 10-year
15 average, the -- that would give us a -- the red line
16 as -- as a result that would be around 0.57 percent.
17 Is that the way to understand it?

18 A. 0.57 percent --

19 Q. Yeah.

20 A. -- is the 10-year average, yes.

21 Q. Okay. So, et je vais le dire en
22 français. Est-ce que je comprends, en conséquence,
23 c'est que ce que vous dites, c'est parce que vous
24 dites qu'il faut tenir en plus non seulement la
25 moyenne des cinq ans, mais on doit prendre en compte

1 le « trend ». On doit prendre en compte la... en
2 français, tendance. So you -- not only you say that we
3 -- we take the 5-year average from 2013 -- 2017, but
4 also trend is of a certain importance? Is it -- it is
5 what you say, right?

6 A. Yes.

7 Q. Okay.

8 A. That's correct.

9 Q. So does that mean that you imply
10 that given the -- the trendline HQT will be less and
11 less productive over the coming years?

12 Dans les faits, ce que vous semblez
13 dire, c'est que si vous tenez en compte la tendance,
14 dans les années deux mille dix-huit (2018), de dix-
15 neuf (19), vingt (20), c'est comme si vous dites à la
16 Régie que « nous serons de moins en moins productif
17 parce qu'il y aura une croissance accrue des coûts? »

18 A. The -- the trend -- the trend would
19 imply that, but we have not recommended that. If one
20 were to follow the logical conclusion of the
21 trendline, it would become increasingly negative over
22 time. And by recommending the five-year average, we
23 realize that it requires the company to reverse the
24 trend and, in that sense, it creates a stretch factor.
25 If it were to continue on the path established by the

1 trendline, it would get to negative 2, 3, 4 percent
2 and not the minus 0.64 percent that were recommended.
3 So we recognize this as -- as stretch in the
4 recommendation for the five-year average as opposed to
5 choosing what the trendline would predict. But we
6 felt as though that was a reasonable standard for
7 setting an X-factor.

8 Now, in -- with the benefit of three,
9 four years under the MRI, if this trend is to
10 continue, then that would have to be factored into the
11 next-generation MRI, and that's one of the reasons
12 why, as we described in Mr. Yardley's presentation, we
13 like the balance of these parameters because it also
14 has an off-ramp.

15 So if that trend -- we have to be
16 mindful of the fact that Opex is roughly about 25
17 percent of the overall revenue requirement included in
18 -- in the overall revenue requirement. So if it -- it
19 takes quite a bit of Opex mistake in order to reach
20 the off-ramp. But if you did, you would -- you would
21 eventually get to an off-ramp scenario if -- if that
22 trend continued, but I haven't attempted to measure
23 what it would -- what it would take for that to
24 happen.

25 Q. Thank you. Talking about the off-

1 ramp, so I would ask you to go to the last page of
2 your presentation, page 19, please. So under the
3 third bullet -- under -- under off-ramp parameter,
4 under the third bullet, you say if the exit clause is
5 triggered, rates are established based on a forecast
6 cost of service, donc c'est la clause de sortie. Am I
7 right to affirm or to say that -- that's your
8 position, of course, whereby PEG say that we -- we
9 should -- if that happen, first we should study the
10 question and wonder why it happened and then -- but
11 while thinking and working on it, we should remain
12 within the formula where you guys say that we should
13 go back to the cost of service. Is that a fair
14 description?

15 Mr. ROBERT C. YARDLEY:

16 A. Yeah, we propose, as I suggested in
17 the opening, that there be a pause and review.

18 Q. Sorry, a pause and...

19 A. That there be a pause, an
20 interruption, and a review, that the review begin
21 right away, but that it may take some time, and it's
22 appropriate to make sure that rates are in effect.

23 Q. And -- and while the review occur
24 you suggest to go back under the cost of service way
25 of doing things; is that what we understand?

1 A. That's correct.

2 Q. Yeah.

3 A. And then I pointed out this
4 potential gap as well. So there are, you know --
5 there may be some solutions to the gap that the -- the
6 Régie, the Board, and the company, and other
7 stakeholders could agree on that would address it.

8 Q. Okay. So am I right to think that
9 the current formula does -- does cover almost all of
10 the costs with the exception of, for instance,
11 amortization and the rate of return; is that a fair --
12 a fair description?

13 A. In terms of the formula or planned
14 Opex?

15 Q. Yeah, yeah. The scope of the
16 formula, yeah.

17 A. As -- as Mr. Coyne just described,
18 yes.

19 Q. Yes. Okay. So if there's an off-
20 ramp that do occur, I don't -- I do understand that
21 it's because something is happening, right, or
22 happened that need some more thought about it, right?

23 A. It's -- it's important to
24 understand -

25 Q. Yeah, to understand what's

1 happening.

2 A. -- what's causing the issue --

3 Q. Yeah, yeah.

4 A. -- absolutely.

5 Q. There's -- there's a factual event
6 that that occur, okay. Do you agree with me that it
7 sounds a bit peculiar, or -- or that while within the
8 formula, with the scope of the formula, something
9 would have happened but then we would leave the
10 formula to go back to cost of service where it's much
11 more wider instead of -- in term of scope. The cost
12 of service it's every -- all of the costs plus the
13 amortization, taxes -- taxes, yeah -- and -- and rate of
14 return. So it seems a bit counterintuitive, as the
15 economists say from time to time.

16 A. Well, it's possible that you might
17 only need to look at the Opex -- we don't know -- so --
18 so it might not be as comprehensive. It might take a
19 matter of two or three months --

20 Q. Okay.

21 A. -- there. That's why I'm
22 suggesting there might be solutions; although, I
23 didn't offer any. I didn't mean to throw the entire
24 mess to the -- to the Board, which it sounded like I
25 was doing. But there might be some solutions where

1 the parties could get together and -- with the company
2 and with the Board and say, okay, what's the cause.
3 Maybe it wouldn't take months, but we do want to make
4 sure that there are -- there is some backstop
5 mechanism --

6 Q. We all agree on -- on the...

7 A. -- to put -- to have rates in
8 effect at all times that are -- that are fair and
9 reasonable.

10 Q. But what you're -- the description
11 you just done, we understand that it could be done in
12 a short time frame. I mean, and given it's within a
13 short time frame, we should remain within -- within
14 the formula instead of going -- go back to the old era
15 of cost service, if I may say.

16 A. No, I mean, I think it's important
17 to have a backstop that people know.

18 Q. For you "backstop," meaning we are
19 to leave the...

20 A. A backstop that there is -- yeah,
21 so there's a backstop that says that if -- so in my
22 example that I described this morning, so on -- it
23 would be take place on the -- the beginning of year
24 four that there is an agreed-upon methodology, if
25 needed, that can be used to put rates in place, that's

1 a backstop.

2 Q. Okay.

3 A. That's what I call a backstop.

4 Q. Okay. Most important --

5 A. If the --

6 Q. -- is to define methodology...

7 A. -- if the parties can agree on a
8 way to solve the problem or move quickly, you wouldn't
9 want to delay it and extend it and by default --

10 Q. Okay.

11 A. -- have one party, customers or the
12 other, the shareholder, sort of waiting for it for to
13 be resolved and suffering some consequences --

14 Q. Okay.

15 A. -- in the interim. So you do want
16 to have, I believe, as a regulatory sort of strategy,
17 have a backstop in place so that people know what it
18 is.

19 Q. So I do take from your discussion
20 that most important is the backstop, then -- the
21 backstop. Then using PEG solution or yours is not in
22 itself a -- I mean, a problem. We could remain within
23 the formula while thinking about what caused the
24 problem, the off-ramp to...

25 A. If the formula -- if it was

1 determined that the formula, by design, was going to
2 result in another 150 basis points under earning, to
3 my mind, that would not be -- and -- and the parties
4 agreed that that was the case, you would not be
5 providing HQT in this case with an opportunity to earn
6 a fair return, so I would have a problem with that. I
7 would like some -- I'd like to see some acknowledgment
8 that there's a problem and some commitment from all
9 the interested parties that that particular problem
10 needs to be addressed and that the -- by not
11 addressing it quickly or expediently, the problem is
12 allowed to continue and that one party or the other
13 suffers from that. To me, that would not be a fair
14 outcome.

15 Q. Merci. Thank you. Ça termine mes
16 questions.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Merci, Maître Turmel. On va être rendu,
19 Maître Neuman. J'avais OC. Est-ce qu'il est dans la
20 salle?

21 Me ÉRIC OLIVER :

22 Oui.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Oui. Et j'ai maître Oliver.

25

1 Me MARC TURGEON :

2 Bonjour.

3 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me ÉRIC OLIVER :

4 Oui. Éric Oliver, Municonseil pour
5 Option consommateurs.

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Ça va être important d'avoir...

8 Me ÉRIC OLIVER :

9 Voilà! C'est la première fois qu'on me
10 dit que je suis grand, donc merci beaucoup.

11 Me YVES FRÉCHETTE :

12 Maître en esprit.

13 Me ÉRIC OLIVER :

14 Voilà! Voilà! Je vais le prendre comme
15 ça. Donc, bonjour, Messieurs.

16 Q. My first question would be
17 addressed to Mr. Coyne. I just have -- I would like
18 to come back to the study, sur la productivité
19 multifactorielle, we talked earlier at length. You --
20 you answered yes to a question by one of my colleagues
21 as to -- you said you had conducted previously such
22 studies. Could you -- could you give us roughly an
23 estimate of how many studies of productivity you've
24 conducted on this aspect before?

25

1 Mr. JAMES M. COYNE:

2 A. On utility total-factor
3 productively, I've conducted one that I
4 submitted in Ontario on behalf of
5 Enbridge Corporation. And then for
6 rate-making purposes, I submitted
7 another analysis that was used as the
8 basis in Vermont. I conducted a
9 workshop for the regulator and for the
10 Department of Public Utilities and
11 ultimately served as the expert witness
12 for establishing its first-generation
13 MRI plan.

14 Q. Okay.

15 a. So twice. The first was what we
16 think of as a total-factor productivity study, and the
17 second was more of a Khan Method analysis such as we
18 have deployed here for HQT.

19 Q. Now, I would like to make a slight
20 distinction. Have you ever done a power transmission
21 productivity study?

22 A. No, this is new ground for the
23 industry, and I have not done one, no.

24 Q. Okay. And just -- and maybe it's
25 redundant, but have you ever done any electric

1 productivity study?

2 A. The -- the -- I think the answer to
3 that is no. The one I did for Enbridge was gas
4 related, and the one I did in Vermont was gas related.
5 So in terms of TFP studies, the answer is no.

6 Q. Now, on a totally different topic,
7 and I -- I address my question to the panel. I don't
8 know who's going to be the best person to -- to answer
9 to me, but I would like to talk about the net
10 operating expenses of HQT. Is the -- does the panel
11 agree that it's unusually rapid growth of -- of these
12 expenses over the last years that -- that has been
13 observed?

14 A. Is your question pertaining to HQT
15 specifically?

16 Q. Yeah.

17 A. Well, as -- as we have illustrated
18 in our research, no, it's not unusual and that's why
19 the -- the numbers that you've seen here and that we
20 estimated over the 10- and 5-year period are
21 consistent with those that we've seen in the
22 Australian study and -- and the Ontario study that
23 were submitted for a U.S. sample. And in the broad
24 sense, negative productivity, meaning cost increasing
25 faster than inflation, has been common in the industry

1 and also common for Opex expenditures.

2 Q. And, Mr. Coyne, why -- why should
3 this growth then continue? What are the factors that
4 are behind that rapid growth?

5 A. That's a great question. The broad
6 -- when you think about what -- what -- how
7 productivity gets measured, it's the difference
8 between outputs for the industry and inputs. So
9 outputs such as peak demand or line miles of
10 transmission have largely followed the overall trends
11 who have seen the electric utility industry where
12 they're slowing, they're flattening, in some cases.
13 In the case of transmission, I don't see them
14 declining, but we have seen declining demand across
15 the electric utility industry pertaining to
16 relationships to the economy, greater efficiency, and
17 things of that nature.

18 So I've seen a material shift in the
19 relationship between economic growth and electric
20 demand across -- across the globe, but very
21 specifically in North America, so as a result of that
22 you see a flattening of the trend in output. And --
23 and at the same time, over the last 10 years, we've
24 seen some structural changes in the industry. We're
25 asking the industry to be safer, more reliable, more

1 modernized. We're asking it to be a smart grid.
2 We're asking it to -- we're asking for better
3 integration with distributed energy resources and --
4 and to be more customer responsive.

5 And as a result of creating that
6 resilient, smarter, more reliable grid at a time when
7 demand is slowing, that creates an expense pattern
8 that's been greater than inflation. And we've seen
9 that across the electric industry and the gas industry
10 and specific to the electric transmission industry.
11 So those -- those trends are fairly universal and --
12 and certainly relevant to HQT.

13 ERIC OLIVER: Thank you. No further
14 question. Thank you. Merci.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Merci, Maître Oliver. Maître Neuman, ça
17 va être à vous.

18 CONTRE-INTERROGÉS PAR Me DOMINIQUE

19 NEUMAN :

20 Bonjour, Madame la Présidente, bonne
21 année; bonne année, Messieurs les Régisseurs; bonne
22 année, messieurs, dames. Dominique Neuman pour
23 Stratégies énergétiques et l'Association québécoise de
24 lutte contre la pollution atmosphérique.

25 Q. J'inviterais le panel à placer

1 devant lui trois documents : d'une part, la
2 présentation d'aujourd'hui de Concentric qui est la
3 pièce B-0200; également un document intérieur qui
4 était la pièce B-0012, qui était la position sur le
5 MRI, la position interne d'HQT; et le troisième
6 document c'est notre rapport de SÉ-AQLPA qui est la
7 pièce C-SÉ-AQLPA-0004.

8 Je vais commencer par la question du
9 facteur Z générique. C'est une proposition que vous
10 faites à la pièce B-0012 que je viens de mentionner à
11 la page 59. Je me demande si le terme employé, c'est-
12 à-dire un facteur Z générique, est peut-être pas
13 inutilement mélangeant et que ce dont on parle, et
14 vous me corrigerez si j'ai mal compris, c'est qu'on
15 fait simplement créer un compte de frais reportés, et
16 qu'au bout de la ligne, la décision quant à
17 l'admissibilité des montants qu'on aura mis dans ce
18 compte de frais reportés, elle n'est pas prise
19 d'avance, elle sera prise à la cause tarifaire
20 suivante où donc la Régie pourrait décider, oui, ce
21 sont des événements imprévisibles ou, non, ce ne sont
22 pas des événements imprévisibles et, oui, les bons
23 montants ont été placés dans le compte ou, non, ce ne
24 sont pas les bons montants. Est-ce que j'ai bien
25 compris?

1 M. LUC DUBÉ :

2 R. En fait, la nuance que
3 j'apporterais à votre commentaire, c'est plus parce
4 que quand on parle de facteur Z générique, c'est qu'on
5 s'entend, dans la situation que vous présentez, c'est
6 que ça serait un impact annuel, c'est-à-dire que
7 l'événement se résout dans l'année en cours et on y
8 met fin et, dépendamment de l'acceptation ou pas de la
9 Régie, on est en mesure de mettre ces argents-là dans
10 le compte d'écart et on le ramène dans un tarif
11 subséquent.

12 OÙ je vais plus loin dans la
13 proposition du Z générique, c'est-à-dire une fois que
14 ces montants-là sont cumulés, c'est qu'on veut être
15 capable aussi... Un Z, il pourrait être sur plusieurs
16 années. Je comprends que le seuil en question, ça va
17 être un test annuel, mais l'événement en question
18 pourrait durer quelques années. Et c'est à ce moment-
19 là, si on veut être capable de le faire durer dans le
20 temps au niveau des prochains dossiers tarifaires,
21 bien, ce facteur Z générique-là nous permettra d'avoir
22 une reconnaissance que c'est un Z et d'être capable à
23 l'année 2, à l'année 3 de continuer à suivre les
24 impacts.

25 Là, on s'entend, ce serait un impact

1 d'un événement majeur, on s'entend, là, mais quand
2 même, ça met la table aussi pour ce type d'événement-
3 là qui pourrait durer sur plusieurs années. Donc, ça
4 permettrait de déjà statuer au moment de la naissance
5 de l'événement, parce que je pense que c'est là qu'il
6 est important de statuer, c'est qu'au moment que prend
7 naissance l'événement imprévisible, il faut que la
8 Régie soit capable de prendre une décision dans son
9 examen, à savoir est-ce que c'est un Z ou pas, pour
10 être capable après ça si l'événement ou les travaux
11 nécessaires pour résoudre l'événement durent plusieurs
12 années, qu'on soit en mesure dans les tarifaires
13 subséquentes de venir traiter en exclusion ou en
14 exogène, ces éléments de coûts-là.

15 Q. Mais si je comprends bien, c'est à
16 la première occasion venue, donc à la première cause
17 tarifaire qui suit que la Régie va décider si ce type
18 d'événement remplit les conditions d'imprévisibilité,
19 même si l'événement dure plusieurs années, là, j'ai
20 compris votre raisonnement, mais une fois que la
21 décision est prise, bien, si la Régie, par exemple,
22 dit que l'événement n'est pas imprévisible, voilà ça
23 s'arrête là ou... bien, en principe, mais si elle dit
24 qu'il est imprévisible et que les coûts continuent de
25 s'accumuler, bien, on ne s'arrête pas à l'année 1, ça

1 va continuer.

2 R. C'est exactement mon point de vue.
3 Effectivement, la Régie devrait... Effectivement, dans
4 la majorité des cas, probablement que ce sera fait
5 dans un dossier tarifaire. Si l'urgence est telle
6 qu'on doit faire une requête spécifique, bien, ce sera
7 le cas. Mais, effectivement, c'est dans cette requête
8 initiale-là ou dans le premier dossier tarifaire qu'il
9 y aura confirmation que cet élément-là ou cet
10 événement-là se qualifie à titre d'un Z.

11 Q. Oui. Et une requête qui sera par sa
12 nature tarifaire elle-même même si ce n'est pas la
13 cause annuelle?

14 R. Oui.

15 Q. D'accord. Et la raison d'être de ce
16 que vous proposez, ce facteur Z générique, c'est pour
17 régler la difficulté que poserait la rétrospectivité
18 ou rétroactivité si ça prend du temps avant que vous
19 vous manifestiez pour la première fois devant la Régie
20 ou que la Régie rende sa première décision sur le
21 sujet?

22 R. Effectivement, c'est pour que le
23 facteur Z puisse fonctionner comme il est prévu, comme
24 il est mis en place dans le MRI, permette de
25 reconnaître dès le jour 1, les coûts engagés.

1 Q. Comment est-ce que vous feriez pour
2 déterminer le jour 1 dans le sens suivant? C'est que
3 le jour 1 de l'événement, vous ne savez pas encore,
4 des fois vous ne sauriez pas encore que ça va vous
5 coûter plus que deux virgule cinq millions (2,5 M\$).
6 Donc, est-ce que je comprends qu'il se peut que
7 l'événement arrive et que c'est un peu plus tard que
8 vous réalisez que ça va coûter... que cela vous a
9 coûté beaucoup et que, là, rétroactivement, vous
10 considérez que tout ce qui s'est passé quand cet
11 événement, tous les coûts qui ont été encourus
12 comptent dans ce facteur Z? Est-ce que c'est comme ça
13 que je dois comprendre les choses?

14 R. Notre objectif, c'est d'informer la
15 Régie rapidement sans déposer une requête
16 nécessairement, d'informer le plus rapidement possible
17 si c'est jour 1, jour 2, l'événement, l'assurance
18 d'événement. Effectivement, il pourrait résulter après
19 analyse que les montants en cause ne sont pas
20 suffisants pour rencontrer des critères imposés par le
21 facteur Z lui-même, puis qu'à ce moment-là, il y aura
22 probablement une autre communication de la part du
23 Transporteur pour dire, bien, finalement, on ne
24 présentera pas de demande relative à cet élément-là
25 même si on vous a averti que cet événement-là s'était

1 produit, parce que ça ne rencontrera pas les critères
2 demandés par la Régie.

3 Q. O.K. Donc, vous avertiriez même si,
4 au jour 1, c'est moins que deux point cinq millions
5 (2,5 M\$)?

6 R. Oui. En fait, ce qu'on veut ouvrir
7 aujourd'hui, c'est de dire, il y a un événement
8 imprévisible qui se produit, on veut être capable de
9 débiter. Parce que l'analyse, comme ma collègue le
10 disait plus tôt, l'analyse du dossier, les impacts que
11 ça peut avoir, donc ultimement l'impact financier de
12 ces événements-là est inconnu au moment de
13 l'événement. Donc, on veut être capable de statuer que
14 l'événement est là et, après ça, d'être capable après
15 ça de, si l'événement engendre des coûts
16 supplémentaires, bien, à ce moment-là, supérieurs aux
17 seuils qui seront déterminés par la Régie, de venir
18 présenter un dossier en bonne et due forme et de le
19 faire autoriser.

20 Q. Et ces avis notifications seraient
21 publics?

22 R. Assurément.

23 Q. Étant donné que vous ne connaissiez
24 pas le mot temps au moment de l'avis, ça ne risque pas
25 de vous en faire beaucoup, c'est-à-dire que vous

1 risquez de donner beaucoup d'avis qui, en bout de
2 ligne, ne seraient pas nécessairement tous, c'est
3 peut-être très peu, aboutiraient à des coûts de plus
4 que deux virgule cinq millions de dollars (2,5 M\$)?

5 R. Je serais étonné que ça donne une
6 liste. On est dans notre première expérience MRI. Je
7 serais étonné que ça va donner une liste incroyable.
8 On avisera si jamais la liste est... Mais je pense que
9 les critères d'une notion d'imprévisibilité font en
10 sorte que, dans la nature courante de la business, il
11 y a bien des éléments ou des événements qui vont être
12 peut-être dans la nature courante de la business, on
13 va dire ça comme ça. Donc, pour être imprévisible,
14 bien, ça prend vraiment une situation qui est
15 exceptionnelle. Je serais étonné qu'on aurait un
16 nombre élevé de notifications auprès de la Régie.

17 Q. Je vais passer à la question du
18 facteur X, mais d'abord je vais parler de l'étude de
19 productivité de vos représentations sur le sujet. Je
20 comprends que la Régie a décidé, et Hydro-Québec
21 TransÉnergie a été d'accord avec ça, que le facteur X
22 temporaire, là, qui a été décidé par la Régie est basé
23 sur une question de jugement, jugement du tribunal,
24 jugement éclairé. N'êtes-vous pas d'accord que, même
25 après, lorsqu'il y aura une étude de productivité qui

1 sera éventuellement déposée, que ce serait une
2 question de jugement et aussi d'arbitrage par la Régie
3 entre différents intérêts en jeu?

4 Ce à quoi je veux en venir dans ma
5 question, c'est de vous demander s'il n'est pas
6 illusoire de penser qu'un seul expert satisfasse ce
7 que l'étude doit faire, c'est-à-dire d'arbitrer entre
8 différents intérêts en jeu, que ce n'est pas une
9 question neutre, ce n'est pas une question
10 d'expertise, c'est une question de faire des choix.

11 Un des choix que nous avons mentionnés
12 dans un dossier antérieur, en fait, dans le premier
13 dossier du MRI, c'était de s'assurer qu'on tienne
14 compte de tous les extrants que la compagnie doit
15 produire, à la fois les extrants purement qualitatifs,
16 mais aussi des extrants quantitatifs difficiles
17 justement à quantifier et sur lesquels il faut que,
18 des fois, ça peut être la qualité de service, ça peut
19 être autre chose, ça peut être des enjeux de qualité
20 environnementale aussi, mais c'est des choses qui sont
21 difficiles à quantifier, mais qu'il faut trouver un
22 moyen d'intégrer à une étude de productivité pour
23 éviter qu'on se trouve à négliger tous ces éléments-
24 là, à ne pas en tenir compte.

25 Donc, tout ça pour en arriver à ma

1 question que je vous ai formulée. Est-ce que vous ne
2 pensez pas que ça va au-delà de l'expertise? Donc, vu
3 que ça va au-delà de l'expertise, qu'il est justifié
4 qu'il y ait plusieurs positions qui soient exprimées
5 par les intervenants et Hydro-Québec TransÉnergie et
6 entre ces positions, la Régie tranchera?

7 Mr. JAMES M. COYNE:

8 A. I feel as though you've -- you've
9 torn a page from our Phase I testimony. You couldn't
10 -- couldn't have said it better. No, I would
11 emphatically agree with your premise that a study
12 cannot provide the Régie with its decision. It's
13 beyond the role of an expert to -- to balance all
14 those interests. That's uniquely the role of the
15 Board or the Commission.

16 And -- and just as you suggest, a study
17 -- let's -- let's set aside the controversy
18 surrounding how these studies get put together and
19 what the peer groups are and how they're measured.
20 Let's imagine that we have a perfect study and there's
21 just absolutely no disagreement, Dr. Lowry is sitting
22 over there, nodding his head, saying I couldn't have
23 done it better, and we all agree that the number is
24 "X". Even if that is the case, I agree entirely with
25 what you said, and that is that there's a balancing of

1 interests. You have to then apply that study which is
2 -- which is always historical to what you believe the
3 future operating environment is going to be for the
4 company, and then you have to take into account what
5 special considerations exist for this utility in terms
6 of its requirements. Rate pressures that are felt
7 from other parts of the system inevitably go into that
8 calculation. So there's a host of judgment and that's
9 why in our -- in our Phase I opinion, we indicated
10 just that, that even with a study without
11 controversies, you'd still require the informed
12 judgment of the Board in order to reach that ultimate
13 decision.

14 So I think it's unfortunate, to -- to a
15 certain extent, that we dwell as much as we do on the
16 study when so much of the decision really is in that
17 judgment. So you can't step away from that. The
18 regulator is stuck in that position. But that being
19 said, and that's why we call it informed judgment, is
20 that at least the regulator will have the benefit --
21 of -- of what this company is doing, from a
22 productivity standpoint, how it's measured for other
23 companies that are similarly situated, and then, on
24 top of that, it applies its informed judgment. So I
25 agree with you emphatically.

1 M. LUC DUBÉ :

2 R. J'ajouterais peut-être juste sur...

3 Q. Oui.

4 R. en fait, une affirmation que
5 j'ai faite plus tôt. Ce qu'on veut éviter, en fait, on
6 n'est pas contre le fait qu'à la fin il y ait
7 plusieurs études. Le seul point, c'est que si on a un
8 débat sur la méthodologie, on veut éviter d'avoir le
9 même débat une deuxième fois s'il y en a plusieurs.
10 Dans le fond, c'est plus, dépendamment de la stratégie
11 qui sera optée, si on veut avoir un débat initial sur
12 la méthodologie, on pense qu'il est meilleur d'avoir
13 une seule étude.

14 Si on dit, on va informer la Régie sur
15 la façon... de façon générale et les principaux points
16 de méthodologie, qu'on l'expose, mais qu'il n'y ait
17 pas un débat, mais à la suite après ça, puis qu'il n'y
18 a pas de décision rendue par la Régie sur la
19 méthodologie comme telle, bien là à ce moment-là
20 effectivement ça rouvre la porte à avoir plusieurs
21 études de réaliser.

22 Donc, dépendamment de la stratégie de
23 la Régie qu'elle adoptera, à savoir un débat initial
24 sur la métho ou non, bien ça va guider comment l'étude
25 ou les études seront conduites par la suite.

1 Q. Je vous remercie beaucoup. Je
2 reviens encore sur le facteur X pour attirer votre
3 attention sur la présentation de Concentric, qui est
4 la pièce B-200 qui est présentement projetée, en vous
5 demandant de regarder la page 4, s'il vous plaît. O.K.

6 Comme on voit sur ce graphique, donc
7 c'est un graphique qui représente l'évolution du
8 facteur X simulé annuel de deux mille neuf (2009)
9 jusqu'à deux mille dix-sept (2017). On voit qu'il y a
10 deux groupes dans ce groupe d'années qui sont
11 substantiellement différents du reste des années qui
12 sont indiquées. Le premier groupe, c'est le groupe
13 deux mille douze (2012), deux mille treize (2013), et
14 le deuxième groupe... donc à la hausse, et le deuxième
15 groupe, c'est l'année deux mille dix-sept (2017).

16 Est-ce que vous pourriez réexpliquer
17 qu'est-ce qui rend ces années deux mille douze (2012)
18 et deux mille treize (2013) anormaux de cette manière?
19 Quelle est la chose qui s'est passée et qui explique
20 cette anomalie en deux mille douze (2012), deux mille
21 treize (2013)?

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Maître Neuman, est-ce que votre
24 question s'adresse à l'expert ou à Hydro?

25

1 Me DOMINIQUE NEUMAN :

2 À l'expert puisque c'est l'expert qui
3 utilise... Oui, c'est l'expert.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Merci.

6 Mr. JAMES M. COYNE:

7 A. I will -- I'll share with you my
8 understanding of -- of the company's activities during
9 that period. That -- that was a period of time when
10 the company embarked on new efficiency measures. And
11 at that -- at that point in time, it was able to
12 decrease its Opex expenditures accordingly. And that
13 was prior to the adoption of its asset management
14 program, which followed that, and -- and prior to a
15 time when NERC compliance standards hit, especially in
16 terms of these version-five standards.

17 But there was a peak in productivity
18 for the company over this 10-year period of time that
19 occurred in 2012 and '13 that haven't been met since,
20 and that's why it's useful to look at it over a --
21 over a multi-year period to examine whether or not
22 there are trends that move beyond just one or two
23 years. We've asked -- we've asked the company around
24 the changes that have occurred in that period of time
25 and I know they'd be glad to articulate them in

1 greater detail.

2 Q. Okay. Est-ce que vous êtes
3 d'accord, et ma question s'adresse encore à l'expert,
4 que ce genre de situation en deux mille douze (2012),
5 deux mille treize (2013), aurait pu et pourrait à
6 l'avenir survenir n'importe quelle année?

7 A. Yes, it could occur in any year.
8 It all depends upon the activities of the company that
9 are driving Opex, yes.

10 Q. Okay.

11 A. That's why I would not want to look
12 at it in one year or even two years as a basis for
13 evaluating a trend.

14 Q. Maintenant, je vais vous poser la
15 question concernant l'année deux mille dix-sept
16 (2017). Quelle est, selon la compréhension de
17 l'expert, ce qui s'est passé en deux mille dix-sept
18 (2017) et qui explique cette anomalie d'un facteur X
19 simulé anormalement bas?

20 A. There was a significant increase in
21 the company's expenditures under the asset management
22 program, which was a significant driver. And as I
23 mentioned, that was -- the company was also in the
24 middle of implementing its version five of NERC CIP
25 critical infrastructure standard program called the

1 CIP program. And it had also begun initial work on a
2 backup automation system for its transmission control
3 system. All those were factors that drove 2007 Opex
4 higher.

5 Q. Est-ce que vous êtes d'accord que
6 ce genre de situation, où les dépenses sont ainsi
7 substantiellement plus élevées, que ce genre de
8 situation aurait pu ou pourrait à l'avenir se produire
9 n'importe quelle année?

10 A. I'm not sure if I understood your
11 question. Could you repeat it?

12 Q. Est-ce que vous êtes d'accord que
13 ce genre de situation anormale en deux mille dix-sept
14 (2017), que ce genre de situation pourrait à l'avenir
15 se produire de nouveau comme elle aurait pu se
16 produire d'autres années dans le passé? Que c'est pas
17 quelque chose de spécifique à deux mille dix-sept
18 (2017), qu'il pourrait y avoir d'autres années où ça
19 pourrait se produire éventuellement?

20 A. Yes, as I previously indicated, any
21 one year's experience can be repeated.

22 Q. O.K. Je vais attirer votre
23 attention, y compris à l'expert, sur notre rapport. Et
24 je sais qu'il est en français, mais il y a un tableau
25 qui, je pense, est facilement compréhensible qui est à

1 la page 9 de notre rapport C-SÉ-AQLPA-004. C'est un
2 tableau qui montre l'écart type lorsqu'on regroupe un
3 certain nombre d'années pour établir la moyenne du
4 facteur X simulé, écart type, c'est « standard
5 deviation » pour la traduction.

6 Ce tableau, c'est écrit le tableau 3.1
7 à la page 9.

8 R. Oui.

9 Q. Oui.

10 R. Oui.

11 Mr. ROBERT C. YARDLEY:

12 A. Right. We have a translation, so.

13 Q. Oh, okay.

14 A. The page numbering is off.

15 Q. Okay.

16 A. But we're getting expert
17 assistance.

18 Q. Le tableau 3.1.

19 A. I'm told that I've synced my French
20 and my English versions, so I'm ready.

21 Q. O.K. C'est bien écrit « Standard
22 Deviation » à la colonne (b)? Écart type.

23 R. Yes. I see that.

24 Q. Comme vous voyez dans ce tableau,
25 donc ce tableau a différentes lignes indique les

1 périodes qu'on a prises pour calculer les moyennes de
2 facteur X. Donc, la première ligne, c'est de deux
3 mille neuf (2009) à deux mille dix-sept (2017) et ça
4 descend jusqu'à la dernière ligne qui est seulement de
5 deux mille quinze (2015) à deux mille dix-sept (2017).

6 On voit que les moyennes sont
7 différentes selon le regroupement qu'on fait, le
8 regroupement des années qu'on fait, mais on voit que,
9 dans tous les cas, l'écart type reste très élevé.
10 C'est entre trois et quatre pour cent (3 %-4 %) pour
11 la plupart des regroupements. Pour ce qui est de
12 l'année, attendez un instant, votre regroupement qui
13 est des années deux mille treize (2013) à deux mille
14 dix-sept (2017), ça fait une moyenne de moins zéro
15 virgule soixante-quatre pour cent (-0,64%)
16 effectivement comme vous l'avez calculé, mais avec un
17 écart type de trois virgule quarante-huit pour cent
18 (3,48 %).

19 Sachant cela, ma question porte sur
20 quelque chose que l'expert a fait et qu'on trouve sur
21 la page qui est projetée à l'écran en ce moment, la
22 page 4. Vous avez choisi de calculer la tendance sur
23 dix (10) ans. Donc, si vous voulez regarder peut-être
24 l'écran, Monsieur. C'est la ligne diagonale, la ligne
25 pointillée verte, la tendance.

1 Donc, on a une situation où il y a...
2 où l'écart type est très élevé. On a une situation où
3 il y a trois années anormales sur neuf. Et j'aimerais
4 que vous m'expliquiez, peut-être me convainquez, du
5 pourquoi il vous apparaît opportun, dans un tel
6 contexte, de tracer une ligne tendancielle qui vous
7 sert à prendre une décision après?

8 Mr. JAMES M. COYNE:

9 A. If I understand your question, yes,
10 we've drawn a trendline for illustrative purposes, but
11 we're not basing our recommendation on the trendline.
12 We're basing our recommendation on the five-year
13 average, as supported by the international research on
14 other transmission productivity. So those are the
15 factors that went into the recommendation. But the
16 trendline shows the relationship between these data
17 points. If you drew a simple trendline, it's clearly
18 negative. So we are not basing the recommendation on
19 the trendline, but we're showing that our
20 recommendation represents a stretch, an achievement
21 against that trendline if one were to expect that it
22 were continue -- to continue into the future.

23 Q. En vous basant sur le fait qu'il y
24 a trois années anormales sur neuf et qu'en fait, une
25 des très grandes causes de la forme de la ligne

1 tendancielle, c'est l'année deux mille dix-sept
2 (2017). Si on enlevait cette année, la forme de la
3 courbe, la ligne tendancielle serait très différente.
4 Et en se basant sur le fait qu'on a mentionné tout à
5 l'heure que l'écart type, le « standard deviation »
6 est très élevé, ne pensez-vous pas que la ligne
7 représentant la moyenne au moins serait plus
8 représentative, serait plus informative que la ligne
9 tendancielle?

10 A. Yes, it is more representative and
11 that's why we use it for our recommendation. It is
12 the five-year average, which is the green line, which
13 forms the basis of our 0.64 percent recommendation.
14 If we were to base it on the trendline, and we were to
15 project that trendline into the future, the X-factor
16 recommendation would be greater than minus two
17 percent. But we felt as though our recommendation
18 represents both a realistic review of what Hydro
19 Québec's history as been, or HQT's history as been, as
20 well as setting a target that requires some efficiency
21 gain versus that trendline in order to challenge the
22 company under this first-generation MRI.

23 Q. Quand je vous ai posé la question
24 il y a un instant, pour vous demander si vous ne
25 pensiez pas que la moyenne est plus représentative, je

1 parlais de la moyenne à plus long terme, ce qui est la
2 ligne rouge sur votre graphique, une moyenne de dix
3 (10) ans étant donné la grande volatilité qui ressort
4 de l'écart type élevé de ces données.

5 A. Well, you see the same degree of
6 volatility in the 10 years as you do in the 5 years,
7 so it's not that the 10 years represents less
8 volatility than the 5 year does. But what the 10-year
9 -- if it -- if these data weren't arrayed like this,
10 and if it was random, up, down, up, down, up, down,
11 over those 10 years, then one might feel better about
12 the 10-year average as being representative. But that
13 would be ignoring two things -- three things. It
14 would be ignoring HQT's actual experience that shows
15 the negative trendline, it would be ignoring our
16 understanding of why that trendline has shifted the
17 way it has because of the structural shift in Hydro
18 Québec's transmission patterns, and it would be
19 ignoring the evidence we have from the industry that
20 -- that shows a similar shift over this period of
21 time. So we would -- if we were to chose the 10 year,
22 we would be ignoring three primary pieces of evidence
23 that would tell us that's not the right target.

24 Q. O.K. Ce que vous appelez le
25 « structural shift », le changement structurel, c'est

1 l'année deux mille dix-sept (2017) qui est anormale.
2 C'est ça que vous appelez le changement structurel?

3 A. No, it's -- it began in 2012, and
4 you can see that at that point in time Opex
5 productivity had peaked in this period of time, and
6 it's been on a declining trend since then, and we
7 don't -- and because of what we know about how Hydro
8 Québec Transmission is operating its system, we know
9 that that's not a temporal shift. We know it's
10 running its business differently in terms of how it's
11 approaching/managing its assets. And in order to
12 manage its assets under the MGA, it requires the
13 ability to deploy both Opex and Capex in a way that
14 optimizes the value of the system for its customers.
15 So to chose something different than that would be to
16 provide a level of Opex that would be neglecting that
17 trend, and we don't think it would be optimizing the
18 value of the system for its rate payers.

19 Q. O.K. Je vais vous poser la question
20 autrement. Lorsque vous avez neuf données pour neuf
21 années qui montrent une très grande volatilité, comme
22 c'est le cas ici, est-ce qu'il n'est pas mieux, du
23 point de vue méthodologie, de prendre une moyenne sur
24 une période plus longue que sur une période plus
25 courte, comme de cinq années seulement, pour avoir une

1 moyenne informative?

2 A. Well, two points. I would just
3 repeat my prior answer, you know. If we were just
4 looking at data and we didn't have any other
5 information, we might reach that type of conclusion,
6 that more data points are better than fewer data
7 points. But for the reasons I just described, we can
8 see that there's a trend. Those aren't random
9 numbers. There's a downward trend. It's not random
10 up and down. Secondly, the industry evidence we
11 pointed to, and thirdly, the structural shift that we
12 just described. So we know all that. We're not just
13 looking at numbers.

14 But if you were to look at the standard
15 deviation of the 10-year period that you've calculated
16 on your table, it's 3.47 percent. If you were to look
17 at the standard deviation of the period that we've
18 used from 2013 to 2017, it's 3.48 percent, virtually
19 identical. So you're not reducing your volatility by
20 choosing a 10-year sample over a 5-year sample, in
21 this case. But the first reason is more important
22 than the second one because 10 years or 5 years are
23 really not sufficient data points for developing the
24 type of statistical significance that -- that are
25 implied in your question. You just don't have enough

1 data points to do that. But we have more information
2 that just 10 data points to do it with.

3 Q. Je suis d'accord avec vous que
4 l'écart type reste similaire que ce soit une période
5 de dix (10) ans ou une période de cinq ans, mais la
6 moyenne, elle, resterait différente.

7 A. It would. And if you looked at
8 this trend -- if you wanted to ignore the trendline
9 and if you wanted to ignore the industry evidence and
10 if you wanted to ignore the change in operations at
11 HQT, that might be a good answer, but it's not. It's
12 just not realistic. And it -- it wouldn't suggest a
13 good regulatory outcome for -- for Hydro Québec
14 Transmission to be able to continue to operate in an
15 effective and efficient way.

16 Q. Quand on a parlé tout à l'heure de
17 l'année deux mille sept (2007) et du caractère
18 anormal, je voudrais juste vous demander d'élaborer un
19 peu sur ce qui vous amène à penser que deux mille dix-
20 sept (2017) exprime une tendance structurelle, que ce
21 qui s'est passé en deux mille dix-sept (2017) pourrait
22 être... pourrait continuer.

23 A. Well, two points. The structural
24 shift didn't occur in '17. It occurred in 2012. And
25 my answer to you was, yes, any one year could repeat.

1 Although this pattern would suggest that's not likely,
2 it certain could happen.

3 Q. O.K. Mais qu'est-ce qui vous amène
4 à dire que c'est plus un changement structurel que, je
5 ne sais pas, qu'un changement structurel dans l'autre
6 sens qui est arrivé en deux mille onze (2011), deux
7 mille douze (2012), deux mille treize (2013), là?

8 A. But we know things have occurred
9 since then. We -- we know, with -- with hindsight,
10 that after that period of time the company deployed
11 its new asset management strategy. So it's not
12 conducting itself today as it did then, so we're not
13 operating in a vacuum where we can pretend it's 2011
14 and that we don't know that the company is going to
15 operate in a different manner.

16 And -- and HQT is not alone in
17 operating in a different manner in that regard. We're
18 seeing these kinds of structural shifts across the
19 industry. It's -- and it's -- and it's beyond just a
20 North American phenomenon. We've seen it in the
21 evidence in Australia. We've seen it across a broad
22 sample of -- of U.S. transmission companies in the
23 U.S. So it's an industry-wide phenomenon and there'd
24 be no reason for the Régie to ignore that.

25 Q. Je vous remercie, Monsieur, mais

1 peut-être juste pour m'assurer qu'on a les
2 informations requises. Sur ce changement structurel
3 qui est lié à la gestion des actifs, est-ce qu'il y a
4 d'autres membres du panel d'Hydro-Québec TransÉnergie
5 qui auraient quelque chose à ajouter pour compléter
6 cet aspect-là?

7 Mme BARBARA LAGACÉ :

8 R. Bonjour. En fait, la firme
9 Concentric, ce qu'elle vient d'expliquer, c'est ce qui
10 s'est passé dans nos derniers dossiers tarifaires. On
11 est venu, dans le dossier tarifaire deux mille dix-
12 sept (2017), dans le dossier tarifaire deux mille dix-
13 huit (2018) et c'est aussi ce qui s'est fait dans les
14 panels 2 et 3 pour deux mille dix-neuf (2019),
15 démontrer le besoin additionnel en maintenance, basé
16 sur le MGA, le modèle de gestion de l'actif du
17 Transporteur.

18 Q. O.K. Je vous remercie bien.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Je vous remercie beaucoup. Ça va mettre
21 fin à l'audience aujourd'hui parce que nous sommes
22 rendus aux questions de la Régie et nous allons
23 procéder aux questions de la Régie demain matin.
24 Alors, ça va nous donner le temps de revoir l'ensemble
25 des informations qu'on a pu avoir aujourd'hui et

1 repasser au travers nos questions. Alors, on va se
2 revoir demain matin à neuf heures (9 h 00). Je vous
3 remercie. Bonne journée.

4

5

AJOURNEMENT DE L'AUDIENCE

6

1 SERMENT D'OFFICE

2

3 Nous, soussignés, **RIOPEL GAGNON LAROSE & ASSOCIÉS,**
4 sténographes officiels, dûment assermentés, certifions
5 sous notre serment d'office que les pages qui
6 précèdent sont et contiennent la transcription fidèle
7 et exacte des notes recueillies au moyen de
8 l'enregistrement numérique, le tout hors de notre
9 contrôle et au meilleur de la qualité dudit
10 enregistrement, le tout, conformément à la Loi.

11

12

13

14

15

16

RIOPEL GAGNON LAROSE & ASSOCIÉS

1 TRANSCRIBER'S CERTIFICATE

2

3 I, Linda Blue, Transcriber, certify:

4 That the foregoing proceedings were
5 recorded on audio digital recording;

6 That the contents of the recordings
7 were thereafter transcribed by me;

8 That the foregoing is a true and
9 correct transcript to the best of my skill and ability
10 of the audio digital recording so taken.

11

12

13

14

15

NEESON & ASSOCIATES

16

COURT REPORTING AND CAPTIONING INC.

17

PER: LINDA BLUE

18

TRANSCRIBER